# LE FEDERALISTE

## revue de politique

*Espérer le maintien de l'harmonie parmi plusieurs Etats indépendants et voisins ce serait perdre de vue le cours uniforme des événements humains et aller contre l'expérience des siècles.*

Hamilton, The Federalist

IXe ANNEE, NUMERO 4, DECEMBRE 1967

# LE FEDERALISTE

## revue de politique

*Directeur:* Mario Albertini

*Le Fédéraliste,* fondé par un groupe de militants du Mouvement Fédéraliste Européen, est actuellement l'organe du Centre d'études sur la paix, l'ordre international et le fédéralisme européen qui a son siège à Milan. Edité pendant trois ans en italien, *Le Fédéraliste* paraît maintenant en français. Il vit grâce à ses abonnés. A la fin de chaque année la revue publie son bilan.

Quatre numéros par an

Abonnement pour les pays européens F. 15 - L. 2000. — Abonnement de soutien F. 40 - L. 5000. — Abonnement pour les pays extra-européens $ 5.

*Direction et Administration:* Corso Cavour 16, Pavia - CCP. n. 3/38688. *Rédaction milanaise:* Viale Majno 20, Milano. *Rédaction lyonnaise:* B. Lesfargues, 22. rue des Essarts. Bron (Rhône) - CCP. n. 5654-32. Lyon

## TABLE DES MATIERES

ALESSANDRO CAVALLI, *Considérations sur l'Allemagne prénazie* . . . . . p. 151

LES FAITS ET LES IDEES

*La révision de la politique atlantique* (m. a.) . . . . » 168

LES LIVRES

J.-J. SERVAN-SCHREIBER, *Le défi américain* (d. c.) . . . » 176
M. RICHARD, *Après la Révolution de Mai* (b. l.) . . . . » 183
T.B. BOTTOMORE, *Critics of Society. Radical Thought in North America* (f. r.) . . . . . » 185

LES DOCUMENTS

*La sinistra italiana e l'unificazione europea* . . . . » 191

*Table des matières de l'année 1967* . . . . . » 216



# Considérations sur l'Allemagne prénazie

*ALESSANDRO CAVALLI*

## LA QUESTION ALLEMANDE

Depuis qu'il existe une Allemagne comme entité politique autonome, c'est-à-dire, pour nous entendre, depuis que sous la conduite habile de Bismarck la Prusse a unifié une grande partie du territoire habité par des populations de langue allemande, il existe une question allemande. L'Allemagne a toujours été un problème tant pour les Allemands que pour les peuples voisins. Un problème pour les Allemands, parce que depuis l'origine l'Etat allemand s'est montré l'ennemi de la liberté civile et politique de ses citoyens; un problème pour les peuples voisins, parce que l'Allemagne, comme du reste presque tous les Etats, ne possède pas de frontières naturelles et est entourée de territoires où la population allemande est diversement mêlée à des populations d'origine etnique différente. Le but politique d'unifier tous les Allemands en un Etat unique s'est nécessairement heurté aux droits des populations qui cohabitent avec la population allemande. Enfin, l'Allemagne a été un problème pour tous les peuples européens, voisins et lointains, et même pour les peuples extra-européens, pour avoir tenté d'imposer son hégémonie à l'Europe et au monde.

Mais l'Allemagne est aussi un problème pour le spécialiste de sciences sociales qui se demande justement le pourquoi de l'existence d'une question allemande. Le spécialiste de sciences sociales ne se contente pas des explications simplistes qui veulent faire remonter la question allemande aux attributs du caractère national, à une nature autoritaire et sado-masochiste imprécise, au sens de la discipline, au perfectionnisme, à l'obéissance aveugle aux ordres. Tous ces traits, et la liste pourrait être allongée de beaucoup, même quand ils semblent plausibles et correspondre à la réalité, n'expliquent pas le pourquoi d'une question allemande, mais sont eux-mêmes des phénomènes et

des données à expliquer. Le spécialiste de sciences sociales se demande dans quelles conditions, par l'opération de quelles forces sociales, les hommes se comportent d'une façon donnée, il cherche à découvrir les structures du comportement et les liens qui unissent les structures du comportement aux structures sociales. L'attitude du spécialiste de sciences sociales à l'égard de la réalité vise à déchirer les rideaux de fumée des généralisations faciles et des explications courantes, sa fonction est de distinguer le mythe de la réalité, sa tâche est de radiographier la société pour en voir la structure osseuse invisible directement.

Pourtant, l'analogie ne doit pas être poussée au delà d'une certaine limite parce qu'à la différence du radiologue (ou du biologiste, de l'astronome, du chimiste, etc.), le spécialiste de sciences sociales fait en un sens partie de son objet de recherche, il étudie la société et la plupart du temps il étudie justement la société où il a été formé, où il a été progressivement introduit d'abord par la famille puis par l'école et par le travail et par les expériences de la vie. Il étudie une société où sa famille occupe une certaine position sociale et jouit du prestige correspondant, il étudie une société qui par l'intermédiaire de son appareil institutionnel (la production, l'instruction, la recherche, etc.) lui fournit les moyens de vivre et, enfin, il étudie une société qu'il voudrait changer ou bien conserver. En d'autres termes, le spécialiste de sciences sociales est lié d'une façon multiple et multiforme à la société et donc à son objet d'étude.

Ces considérations ont une valeur générale, elles ne s'appliquent pas seulement au spécialiste de sciences sociales, mais à la pensée sociale en général. Toute pensée est liée à la société qui la produit et à la position sociale qu'y occupe le spécialiste. La discipline qui étudie ce conditionnement prend le nom de sociologie de la connaissance et s'enracine dans l'une des traditions les plus fécondes de la pensée allemande, de Marx à Mannheim et à Max Weber. Ce n'est pas par hasard que la sociologie de la connaissance est née et s'est répandue, au moins au début, surtout en Allemagne, puisque les intellectuels ne se sont jamais rangés aussi clairement qu'en Allemagne, d'un côté, parmi les apologistes de l'Etat et des classes au pouvoir et, de l'autre, parmi les contestataires de l'Etat et des classes en question, reflétant par suite les contradictions et les conflits internes de la société allemande. La culture allemande offre donc un champ d'investigation fécond à celui qui veut rechercher les racines sociales de la pensée.



Dans cet écrit, nous nous proposons justement, sans perdre de vue les apports de la sociologie de la connaissance, d'analyser la façon dont quelques penseurs allemands ont abordé la question allemande.

## LA STRUCTURE DE LA SOCIETE ALLEMANDE ENTRE 1870 ET LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Voyons donc, fût-ce sommairement, quels sont les traits structurels de la société allemande qui servent de toile de fond au développement de la pensée sociale allemande à l'époque qui précède la première guerre mondiale.

L'unification nationale de l'Allemagne a été essentiellement l'œuvre de la Prusse, la classe dirigeante prussienne a laissé son empreinte sur le *Reich* et sur l'empire des Guillaumes. Quelles furent les caractéristiques de cette classe dirigeante? La Prusse fut l'exemple typique d'un Etat doté d'une bureaucratie étendue et efficace, fidèle à son devoir de servir la couronne, exemplaire par la correction formelle et l'incorruptibilité, et d'une armée de terre de grandes proportions et organisée d'après le principe d'une discipline de fer. A ces aspects de la structure de l'Etat correspond une structure économique principalement agraire et faiblement industrialisée. La noblesse terrienne (les fameux *Junker*) est la classe dominante, elle domine l'économie, l'armée et l'Etat et marque la société de son empreinte patriarcale.

Vers la seconde moitié du XIX$^{e}$ siècle, l'Allemagne est un des pays européens économiquement les plus arriérés. Si nous comparons le développement de l'Allemagne avec celui de l'Angleterre et même, en partie, de la France, nous voyons que l'Allemagne n'a pas connu la formation d'une forte classe bourgeoise (entrepreneurs, industriels, commerçants, financiers), si ce n'est dans des zones marginales (les cités hanséatiques, le pays de Bade et quelques villes de la Rhénanie). Le libéralisme allemand, qui avait vu en Napoléon d'abord le libérateur, puis l'usurpateur, et qui en 1848 avait en vain tenté de déchaîner une révolution libérale, n'a jamais pu s'appuyer sur une classe bourgeoise qui aurait vu l'affirmation de ses droits dans la lutte contre la classe aristocratique et féodale liée à la terre (et donc à l'exploitation d'une classe paysanne) et dominée par une mentalité préindustrielle et fondamentalement antilibérale.

Avec l'unification nationale, cette classe dominante, qui avait trouvé en Bismarck son champion et son guide politique, se

trouve avoir entre ses mains un Etat inséré dans un contexte international dont les points de repère sont la France et l'Angleterre, deux nations dont le développement économique et social avait été marqué, bien que diversement, d'une empreinte bourgeoise, libérale, tendanciellement démocratique. La classe des entrepreneurs, au moins en partie émanation directe de la noblesse terrienne, naît sur l'initiative et sous la protection de l'Etat et hérite de la mentalité féodale et militaire de l'aristocratie. La grande industrie allemande n'est pas l'œuvre d'une classe bourgeoise formée lentement et qui voit dans l'Etat un ennemi plus qu'un promoteur, mais elle est l'émanation de cet Etat et de la classe dominante, elle naît en vertu des privilèges et de la protection accordés par l'Etat.

Dans les premières décennies du *Reich,* l'Allemagne vécut sa révolution industrielle, mais ce fut une révolution de haut en bas, l'industrialisation fut rapide et radicale, comme il sied à l'industrialisation tardive, et conduisit la grande industrie à la domination de l'économie nationale. Si nous prenons comme indice de l'industrialisation la production du fer, nous voyons qu'en Angleterre et en France de 1870 à 1910 elle a respectivement doublé et triplé, en Allemagne au cours de la même période elle a décuplé. Si nous prenons (base 100 en 1913) l'indice de la production industrielle, nous voyons qu'en Angleterre il est passé de 34 en 1860 à 53 en 1880 et à 79 en 1900, en Allemagne, il est passé de 14 en 1860 à 25 en 1880 et enfin à 65 en 1900. Au début du XIX$^{e}$ siècle, le pourcentage de la population occupée en dehors de l'agriculture était en Allemagne de 20%; à la fin du siècle, il était de 65%. Les données relatives à la dimension des entreprises sont tout aussi éclairantes: en 1910, en Angleterre, le capital moyen d'une société par actions s'élevait à 1 million de marks environ, en Allemagne à 3 millions. A quoi vient s'ajouter la plus forte concentration du capital en Allemagne due au rôle déterminant des banques d'affaires dans le processus de développement économique de ce pays.

La particularité de ce processus de développement économique se reflète sur la pensée économique allemande. L'économie classique (celle d'Adam Smith et de David Ricardo), qui avait donné tant de poids à l'idéologie de la concurrence entre petites et moyennes entreprises dans le cadre de l'action régulatrice du marché, n'a jamais trouvé de défenseurs valables en Allemagne, précisément parce que les données de l'expérience ne correspondaient pas même de loin aux données de la théorie. A la place de l'économie classique, nous trouvons au contraire l'économie de F. List, le théoricien de la protection de l'industrie, du néomercantilisme économique.



En définitive, si une bourgeoisie se forma, ce fut une bourgeoisie par la grâce de l'Etat, une bourgeoisie qui ne tendait pas à se différencier de la classe aristocratique mais plutôt à y être incorporée et à en adopter les modèles de comportement. Le capitalisme allemand fut un capitalisme d'Etat avant la lettre qui connut les formes du monopole et de l'oligopole avant de pouvoir passer par une phase concurrentielle, fût-ce à l'état rudimentaire. Une bourgeoisie qui ne fait point valoir de droits politiques, ni de revendications politiques autonomes, une classe donc, au service de la classe dominante, non dissemblable dans les traits fondamentaux et politiquement importants aux fins de notre analyse, de la bureaucratie de l'Etat.

Cela en ce qui concerne les classes supérieures et les classes moyennes (l'aristocratie, la classe bureaucratique, la classe bourgeoise); que dire au contraire des classes « inférieures »? Là encore, nous trouvons une situation qui s'écarte radicalement des pays d'industrialisation plus ancienne et progressive. La classe paysanne reste fondamentalement attachée à la glèbe et aux servitudes féodales qui lui sont liées; dans ce cas aussi se manifestent les conséquences de l'absence de révolution « démocratico-libérale ». La classe paysanne reste conservatrice, porteuse d'une idéologie préindustrielle, archaïque, l'idéologie « du sol et du sang » (*Blut und Boden*), qui trouve un écho dans la culture romantique, dans l'idéalisation de la nature et de la terre, du monde traditionnel et statique et qui s'adapte bien au maintien de rapports de pouvoir de type patriarcal et paternaliste.

Quels furent au contraire les traits saillants du prolétariat industriel allemand? La formation du prolétariat industriel va de pair avec la formation du capitalisme industriel. Comme l'industrialisation capitaliste fut rapide et radicale, la formation du prolétariat fut rapide et radicale. Le passage de l'industrie domestique, du petit commerce au travail dans la grande industrie fut improvisé et apporta tous ces phénomènes d'insécurité et de radicalisation que comporte tout processus rapide de transformation des conditions sociales. Ce processus créa les prémisses de la formation d'une classe prolétarienne nombreuse, politiquement disponible pour la création d'un puissant mouvement socialiste, militant dans ses méthodes de lutte et conscient des buts à atteindre.

L'histoire de la formation et du développement de la social-démocratie allemande dans les dernières décennies du dix-

neuvième siècle est tout simplement une des pages les plus importantes de l'histoire du mouvement ouvrier en Europe. Elle représenta la seule menace sérieuse pour la stabilité du compromis entre l'aristocratie prussienne, le centre conservateur et la bourgeoisie libérale sur lequel s'appuyait le *Reich* de Bismarck et des Guillaumes. Son emprise sur le prolétariat industriel se renforça au cours des années de résistance à la répression impitoyable de la classe au pouvoir, si bien qu'elle devint dans les dernières années de l'empire, le parti populaire le plus puissant d'Allemagne. Toutefois, si cette opposition de près d'un demi-siècle renforça l'emprise populaire de la social-démocratie, elle en affaiblit la fonction révolutionnaire. Graduellement, deux esprits se développèrent à l'intérieur de la social-démocratie: théorie révolutionnaire et pratique réformiste, qui préludent à la division du mouvement ouvrier après la guerre avec la formation du parti communiste. Karl Kautsky et Eduard Bernstein sont les deux figures qui représentent ces deux esprits dont on note toutefois la présence dès l'origine de la social-démocratie: elles se trouvent déjà *in nuce* dans l'œuvre de Ferdinand Lassalle. Chez Lassalle, nous voyons apparaître, pourtant dans le cadre d'une pensée sociale et politique influencée par Marx, un des traits dominants de la pensée sociale allemande de l'époque que nous examinons.

## LE MYTHE DE L'ETAT

La culture allemande, même la culture dissidente par rapport à la structure de la société et de l'Etat (à l'exception de l'aile marxiste orthodoxe), ne parvint jamais à se libérer complètement de la tradition idéaliste de modèle hégélien qui voyait dans l'Etat la réalisation la plus haute de l'idée éthique. Même Lassalle s'exprime en termes non dissemblables de ceux d'un Hegel ou d'un Treitschke: « Le but de l'Etat consiste... à mener à bonne fin la mission humaine,... l'Etat, c'est l'éducation et le développement du genre humain à la liberté. Voilà la vraie nature éthique de l'Etat... ». Dans la tradition hégélienne, l'Etat n'est pas comme pour Marx un instrument politique entre les mains des classes qui commandent, mais c'est une entité autonome, au-dessus des conflits sociaux, arbitre impartial de la lutte politique, garant du droit qui domine les intérêts particularistes qui dans la société bourgeoise sont inévitablement en conflit et en concurrence. C'est pourquoi l'Etat réalise sous leur forme la plus élevée ces valeurs que la société industrielle



et bourgeoise tend à détruire et qui trouvent dans la famille et la communauté leur cellule originelle de développement. Comme dans la famille et la communauté les individus ne participent pas en tant qu'individus, mais en tant que membres, donc non pas en vertu de qualités personnelles et acquises, mais en vertu de qualités qui dérivent de leur appartenance à la famille ou à la communauté, l'Etat ne connaît point de droits à l'égard des individus, mais seulement des devoirs des individus en tant que membres de l'Etat, c'est-à-dire en tant que membres d'une famille plus large et omnicompréhensive.

On peut se demander comment il se fait que l'idée de l'Etat de Hegel a survécu à la crise de l'idéalisme et a été reprise, bien que sous des formes différentes, par la tradition postérieure, de modèle tant historiciste que positiviste, pour s'exprimer ensuite dans l'idée « démocratique » de l'Etat de droit qui de la conception idéaliste retient l'idée que l'Etat est supérieur aux partis et aux classes. La raison est à chercher dans la correspondance de l'image de l'Etat dans la culture allemande avec l'expérience de l'Etat allemand et la continuité de l'image n'est que le reflet de la continuité de la tradition politique et militaire de l'Etat allemand, de la Prusse au *Reich* de Bismarck et des Guillaumes, puis à la République de Weimar et, enfin, à l'Etat national-socialiste. Continuité qui est liée aux données permanentes de la situation de l'Allemagne comme puissance continentale sans frontières territoriales précises et insérée dans un contexte international où la guerre est toujours possible comme instrument dernier pour résoudre les conflits entre les Etats.

## LE PESSIMISME CULTUREL ET L'AVERSION POUR LA SOCIETE INDUSTRIELLE

L'explosion rapide et radicale de l'industrialisme en Allemagne n'est pas accompagnée, comme dans les sociétés d'industrialisation plus ancienne, de l'apparition d'une philosophie bourgeoise, utilitariste, qui d'un côté stimule et de l'autre soutient les nouvelles formes culturelles, les nouvelles habitudes et les nouveaux styles de vie apportés par la société industrielle. Max Weber, en indiquant les valeurs éthiques qui ont accompagné, promu ou tout simplement produit le développement capitaliste, note la différence profonde entre l'esprit protestant calviniste qui se répand dans la culture anglo-saxonne sous une forme individualiste et l'esprit protestant de modèle luthérien

qui, au lieu d'encourager une activité acquisitive indépendante et libre de liens traditionalistes, favorise une attitude de subordination à l'autorité et à l'Etat. Peu nous importe pour le moment de déterminer si le faible développement du capitalisme industriel en Allemagne au début doit être imputé à la prédominance des valeurs éthiques du protestantisme luthérien au lieu d'une morale de modèle calviniste. Au contraire, il est important de noter que Max Weber a reconnu l'absence en Allemagne de ces valeurs culturelles qui accompagnent un développement capitaliste de type anglo-saxon.

Les valeurs dont la culture allemande est devenue porteuse révèlent en effet la non-acceptation de la société industrielle et indiquent dans le passage à cette société la perte d'un patrimoine naturel, la sortie d'un état de grâce et de félicité. A l'idéologie du progrès qui colore toute une phase de la pensée philosophique de l'Occident, de l'illuminisme au positivisme évolutionniste depuis Spencer, correspondrait dans la culture allemande une idéologie de la décadence, l'impression d'avoir perdu un bien originaire. L'affirmation d'un type de société où l'individu n'est plus assujetti aux servitudes de la tradition, au contrôle rigoureux des autorités, que ce soient celles de la famille patriarcale, de l'Eglise, de la communauté ou de l'Etat, n'est pas interprétée comme une émancipation et une libération progressives de l'individu, mais comme son asservissement graduel ou dramatique à la puissance impersonnelle de ladite société. La transformation des rapports sociaux dans le sens de leur rationalisation et de leur contractualisation croissantes est interprétée comme le passage de la spontanéité et de l'authenticité à l'artifice et à la convention. La domination croissante de l'homme sur la nature et la prodigieuse libération d'énergies et d'activité qui lui est liée, est entendue comme la rupture d'un équilibre parfait où se réalise l'harmonie entre le monde des hommes et le monde de la nature. Nous pouvons dire que la pensée allemande qui accompagne le processus d'industrialisation se développe dans une dimension dialectique et s'exprime par une série de dichotomies: privé-public, personnel-impersonnel, communauté-société, affectivité-rationalité, spontanéité-artifice, et chacune de ces dichotomies consiste à indiquer dans l'interprétation du cours de l'histoire la polarisation croissante des deux termes et, enfin, l'avantage que prennent les seconds sur les premiers.

L'œuvre où cette attitude apparaît peut-être le plus clairement est *Communauté et Société* de Ferdinand Tönnies. Dans la communauté, les individus vivent en sûreté, ils acceptent et



respectent spontanément les normes qui gouvernent la vie communautaire, leur activité se déploie dans un horizon connu et ami, dans un réseau de relations et de rapports auxquels l'individu participe avec sa personnalité toute entière. Cette communauté connaît une forme de solidarité de type organique qui se réalise sous la forme la plus parfaite dans la famille, à la limite dans l'amour entre homme et femme, entre parents et enfants, rapports où les individus mettent tout leur être, corps et âme. La société ne connaît pas cette unité parfaite et organique. Elle atomise les individus qui s'éloignent irrémédiablement les uns des autres, elle isole les rôles que les individus sont appelés à remplir, elle rend spécifiques et partiels les rapports jadis diffus et totaux, elle connaît une seule forme de solidarité, celle du contrat. Le contrat est le symbole de la société, c'est en lui que les hommes s'unissent pour la réalisation de buts spécifiques et égoïstes, instaurent des rapports d'où sont exclues les composantes affectives de leur personnalité; le contrat définit les termes du rapport sous la forme de prestations et de contre-prestations spécifiques.

Les composantes affectives sont confinées dans la famille, la vie privée est isolée de la vie publique, mais là encore cette ségrégation ne fait que couvrir l'empire de la vie publique sur la vie privée. Les rapports impersonnels qui existent sur le marché, donc les rapports d'échange, s'insinuent aussi dans la vie privée, dernier refuge de la communauté et minent l'authenticité même des rapports les plus intimes. L'amour prend lui aussi l'aspect d'un échange, d'un *do ut des*, il est relégué dans la position subsidiaire de soupape de sûreté par laquelle se déchargent les tensions accumulées dans le marché de la vie quotidienne qui réprime continuellement les composantes affectives. Peu importe ici de voir par un examen philologique de l'œuvre de Tönnies s'il a vraiment voulu dire tout cela; Tönnies lui-même serait probablement horrifié de voir comment sa dichotomie a été reçue par la culture allemande. L'important est qu'il ait saisi et déterminé une composante qui, nous pouvons le dire, était dans l'air qu'a respiré toute une génération d'intellectuels allemands. Masquée sous des formes et par des terminologies diverses, elle apparaît dans une gamme très étendue de variantes chez des auteurs aussi différents par d'autres aspects que Max Weber, Verner Sombart, Georg Simmel, Max Scheler, Oswald Spengler, pour n'en citer que quelques-uns parmi les plus grands. Ce qui ne veut pas dire que Tönnies ait influencé directement tous ces auteurs et d'autres encore, mais qu'il appartenait en un sens à la même matrice cultu-

relle qui prenait ses racines dans la tradition romantique de la pensée allemande d'où sortira aussi, entre autres et en dernier lieu, le national-socialisme.

Mythe de l'Etat et pessimisme culturel sont donc les matrices culturelles du nationalisme allemand. Voyons maintenant comment il explosa une première fois à l'occasion de la première guerre mondiale.

## LA REPUBLIQUE DE WEIMAR ET L'ECLIPSE DE L'ARISTOCRATIE

La première guerre mondiale fut principalement la conséquence de la croissance rapide de l'Allemagne, de sa volonté de s'élever au rang de grande puissance. Par là, nous ne voulons pas attribuer à l'Allemagne, comme l'ont fait les puissances de Versailles et l'historiographie antiallemande, la faute exclusive de la guerre, mais seulement indiquer quel fut l'élément décisif qui provoqua la situation d'anarchie internationale, politique et économique, dont dépendit le déchaînement du conflit. Cette question de toute façon n'est pas au centre de nos intérêts immédiats qui se portent plutôt vers l'étude des conséquences de la guerre pour la société allemande. La guerre fut surtout une guerre nationale, en ce sens que le consensus collectif qui se heurtait à une structure de classe rigide opéra au niveau de l'idéologie nationaliste; c'est par la guerre que l'insertion du mouvement socialiste dans l'Etat devint possible, que l'idée de l'Etat comme entité supérieure aux fractures structurelles de la société se consolida, que la suprématie de l'identification nationale sur l'identification de classe se réalisa, que la possibilité de neutraliser les conflits sociaux par la synthèse idéologique de la volonté nationale se manifesta. En bref, la guerre établit le primat du national sur le social, primat qu'annonçait déjà la pensée sociale des décennies précédentes.

Le pouvoir asservit la culture dans l'œuvre de justification de la guerre, mais ce fut un asservissement facile parce que la culture allemande avait été préparée dans les décennies précedentes à accomplir ce « sacrifice », à rendre ce service à l'Etat. Quand la guerre éclata, la culture allemande fit chorus (Weber, Sombart, Scheler, Meinecke, Delbrück, Hintze, pour ne citer que quelques noms) pour annoncer au monde la mission de l'Allemagne, mais au delà d'une idéologie fumeuse, la mission de l'Allemagne n'avait qu'une signification: imposer à l'Europe l'hégémonie allemande. La tentative fut un échec retentissant,



non sans avoir semé la terreur et la destruction sur le continent et, dans la chute, elle emporta la structure politique qui l'avait soutenue: l'empire des Guillaumes. La défaite, l'écroulement des illusions et des mythes qui avaient accompagné la guerre remettent en discussion le compromis politique qui l'avait rendue possible.

La fin de l'Empire et la naissance de la République de Weimar représentent-elles une vraie « révolution »? C'est une des questions les plus discutées de l'histoire de l'Allemagne moderne. La situation allemande en 1919 est sans doute une situation révolutionnaire; les lueurs de la révolution d'octobre en Russie n'étaient pas encore éteintes et l'exemple russe avait convaincu beaucoup de gens de la possibilité d'une révolution en Allemagne aussi, soit parmi ceux qui souhaitaient l'accomplissement de cette perspective, soit parmi ceux qui la redoutaient. En fait, il y eut des mouvements révolutionnaires, la révolte des « spartakistes » (c'est ainsi que s'appelait l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier) en est l'exemple le plus lumineux, mais ils furent réprimés, la révolution échoua. Ainsi qu'en 1848 la classe aristocratique et militaire de la Prusse avait étouffé la révolution libérale et bourgeoise, en 1919 la classe bourgeoise, alliée aux restes de l'armée en déroute et à l'aile modérée du mouvement ouvrier, étouffa la révolution prolétarienne; les chefs de la révolte Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg furent assassinés.

Certes, l'aristocratie et les *Junker* perdirent leur position dominante, tout comme l'armée perdit, au moins temporairement, son rôle central dans la structure institutionnelle de l'Etat. Mais qui aurait été appelé à remplacer la vieille aristocratie préindustrielle? La réponse à cette question constitue le noyau central de la pensée politique de Max Weber.

Déjà vers la fin de la guerre, il avait vu que l'Allemagne pouvait s'en tirer seulement si le Kaiser abdiquait la couronne et si l'aristocratie abandonnait à d'autres le gouvernail de l'Etat et de la société. « Il est dangereux — écrivait-il déjà en 1895 — et à la longue inconciliable avec l'intérêt de la nation qu'une classe économiquement en déclin conserve le pouvoir politique entre ses mains ». Mais tout en reconnaissant la nécessité du changement de la classe dominante, Max Weber ne sait pas indiquer quelle classe serait en mesure d'opérer la substitution. La bourgeoisie allemande n'est pas encore mûre politiquement, elle n'est pas montée politiquement dans la lutte contre les privilèges féodaux, et l'intérêt de la classe dominante a toujours tendu à cette immaturité. Avec l'écroulement de l'aristo-

cratie féodale-militaire, la grande bourgeoisie demande ouvertement, et même trop ouvertement, une solution de type césariste, capable de la défendre contre les attaques des classes inférieures, une solution au fond qui la libère des responsabilités politiques directes. La classe ouvrière n'a pas davantage de maturité politique, elle n'est pas en mesure de conquérir et d'administrer le pouvoir, ni de produire dans son sein une classe politique qui soit à la hauteur de la situation. Seule une démocratie parlementaire assortie d'un exécutif fort est en mesure de faire la sélection d'une classe politique nouvelle, de leaders qui sachent guider l'Etat dans une situation qui a vu la fin des formes anciennes de légitimation du pouvoir.

Max Weber est l'inspirateur et l'interprète du compromis politique qui se concrétise dans la Constitution de la République de Weimar. Mais ce compromis ne représente pas un tournant révolutionnaire. La classe politique dominante a changé, c'est vrai. Personne dans l'Allemagne impériale n'aurait pu imaginer que le fils d'un savetier aurait pu devenir chef de l'exécutif et, qui plus est, en tant que porte-parole de la social-démocratie et par délégation du prolétariat. Mais cette substitution mise à part, rien ne change dans la machine de l'Etat; la classe bureaucratique de l'Etat des Guillaumes reste à sa place et si, jadis, elle avait été au service de l'aristocratie de modèle prussien, elle n'entre pas alors automatiquement au service des nouvelles élites politiques; l'exemple qui guide son comportement reste celui du passé et en face de la nouvelle classe politique elle se pose, plus ou moins consciemment, en garantie d'une continuité. Elle voit dans la nouvelle classe politique l'usurpatrice de la seule légitimité connue, la légitimité dynastique. Les valeurs de la classe aristocratico-militaire survivent à l'élimination partielle de la classe qui en était porteuse, comme les valeurs de l'Etat. La nouvelle classe politique ne laisse pas une empreinte nouvelle sur l'Etat, mais c'est plutôt l'Etat qui laisse la sienne sur la nouvelle classe politique.

## LE NATIONALISME COMME EXPRESSION DES CONTRADICTIONS DE LA SOCIETE ALLEMANDE

Nous avons vu comment l'avènement rapide et radical de la révolution industrielle en Allemagne avait bouleversé, mais n'avait pas détruit l'ordre féodal fondé sur une économie rurale, comment il avait créé une structure de classe où prolétariat et bourgeoisie apparaissent presque simultanément dans



un cadre où l'Etat domine les diverses manifestations de la vie sociale et est entendu comme l'incarnation de l'esprit et du bien. Nous avons vu aussi comment ce processus se joint à une idéologie le réfléchissant et profondément hostile à l'idéologie démocratique qui va de pair en Occident avec l'avènement de la société industrielle. C'est pourquoi nous sommes en présence d'une situation sociale où les conflits de classe sont potentiellement explosifs et où les mécanismes et les valeurs de la démocratie parlementaire ne sont pas en mesure de contenir la dynamique des forces sociales. Dans cette situation, la solution ne peut qu'être offerte par une idéologie capable d'intégrer ce qui ne paraît pas intégrable (en annulant les conflits de classe tout en exploitant leur dynamique) et capable de récupérer sur une dimension différente ces biens originaires que le capitalisme et la société industrielle avait emportés. S'il est impossible de récupérer le contenu communautaire et organique de la vie sociale typique d'un monde rural et artisanal, il est cependant possible de proposer les mêmes contenus à l'échelle plus vaste de la communauté nationale.

La communauté nationale aussi, dans la manipulation idéologique qu'opère le nationalisme, est une unité organique, quelque chose de différent de la somme ou de l'ensemble des individus qui la composent et cette unité tire son origine non de l'histoire, mais de l'éternité où opèrent des puissances occultes, des mythes ancestraux qui font si bien que des hommes qui appartiennent à une seule race ou qui parlent une même langue doivent appartenir, non pas de leur propre volonté mais en vertu d'un destin insondable, à une même communauté. Ce qui nous importe, ce n'est pas tant pour l'instant d'analyser les aspects mythologiques de l'idéologie nationale dans sa version plus spécifiquement allemande, que d'analyser les fonctions qu'elle remplit dans cette phase particulière de l'histoire allemande que couronna l'avènement du nazisme.

On a déjà parlé de la première fonction précédemment: l'idéologie nationale rend possible une intégration nationale au-dessus des lignes de tension créées par le conflit de classe dans la mesure où l'identification avec la communauté nationale (pensée comme sacrée et éternelle) est préférée à l'identification avec la classe, c'est-à-dire dans la mesure où la conscience nationale se superpose et, à la limite, annule la conscience de classe. Mais c'est possible seulement quand l'idée de nation n'est pas rapportée à une abstraite communauté nationale, mais à l'Etat, c'est-à-dire au détenteur, pour le dire dans le langage de Weber, du monopole de la violence.

Le loyalisme à la nation devient donc le loyalisme à l'Etat et implicitement à la classe politique, au gouvernement. L'Etat allemand avait déjà éprouvé au cours de la première guerre mondiale combien l'idéologie nationale était un instrument puissant pour créer le consensus, pour effacer, même si l'oblitération n'était que partielle et temporaire, les fractures internes de la société. La défaite de l'Empire des Guillaumes n'est pas la défaite de l'Allemagne et encore moins de la nation allemande, le nationalisme jusque dans ses formes les plus dégénérescentes circule à l'état latent pendant toute l'histoire de la République de Weimar et reflète la situation d'un Etat affaibli sur le plan international mais infatigablement à l'œuvre pour chercher une occasion de revanche.

C'est en ce sens que se manifeste la seconde fonction fondamentale de l'idéologie nationale: elle fournit la justification idéologique de la tendance hégémonique et impérialiste de l'Etat allemand. Dans quelle mesure cette tendance hégémonique et impérialiste fut le produit de la dynamique particulière des forces sociales internes de l'Allemagne et du stade que le capitalisme avait atteint dans ce pays, ou bien le produit d'une situation d'anarchie et de désordre international, autrement dit de l'impossibilité de maintenir un équilibre stable dans les relations de puissance entre les Etats, c'est une question qui ne peut pas se résoudre exhaustivement dans l'espace restreint de cet écrit. Il s'agit de la question du primat de la politique extérieure sur la politique intérieure ou, vice versa, du primat de cette dernière sur la première, question que la culture allemande a débattu des décennies durant, les historiens qui se réclamaient de la tradition de Ranke, au premier rang desquels figure Meinecke, se rangeant d'un côté et, de l'autre, les historiens qui se réclamaient plus ou moins directement du marxisme et, en particulier, de la conception léniniste de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, parmi lesquels nous nommerons au moins Hilferding.

Il nous semble toutefois que le nationalisme allemand ne peut s'expliquer exhaustivement, tout comme les autres nationalismes européens, sans considérer l'Allemagne comme un Etat inséré dans une série de rapports internationaux que le traité de Versailles avait en vain cherché à régler durablement. Dans ce sens, si d'un côté le nationalisme allemand peut et doit être interprété comme l'expression des contradictions internes de la société et de la culture allemandes, de l'autre on ne peut pas le comprendre proprement sinon dans le cadre d'une maladie plus générale de l'Europe toute entière qui s'exprime par l'impossibilité de maintenir la paix internationale en dehors d'un précaire équilibre armé entre puissances souveraines absolument.



Du reste, l'Allemagne ne représente qu'un cas limite; les contradictions que nous avons relevées dans la société allemande se retrouvent aussi dans une plus ou moins grande mesure dans d'autres pays européens. Il ne faut pas oublier qu'à l'époque l'Italie était sous le pouvoir fasciste et que des mouvements analogues se répandaient un peu partout.

## LES CONDITIONS SOCIALES DU NATIONAL-SOCIALISME

L'histoire de la République de Weimar peut être interprétée comme le résultat de l'incapacité croissante de la classe politique allemande, social-démocrate et centriste, de créer une base de légitimation démocratique pour les institutions républicaines nées de la crise de 1918-19. Le compromis politique entre bourgeoisie et prolétariat, qui avait rendu possible la fondation de la République, subit un processus constant de corrosion et s'écroula enfin par suite de l'incapacité de répondre au défi lancé par la crise économique. Le premier élément de faiblesse d'un équilibre politique sur la base du compromis entre bourgeoisie et prolétariat est constitué par la scission du mouvement ouvrier en tendance communiste et tendance social-démocrate, entre l'orthodoxie révolutionnaire des communistes et l'orthodoxie doctrinale assortie de réformisme politique et de l'acceptation du parlementarisme des social-démocrates. Le second élément de faiblesse du compromis weimarien résulta au contraire de l'incapacité de neutraliser les résidus de l'ordre féodal-militaire ancien qui trouvaient toujours dans l'armée leur interprète et leur porte-parole, mais qui se ramifiaient diversement jusque dans les milieux de la bureaucratie de l'Etat et de la petite bourgeoisie. La politique extérieure substantiellement revancharde des gouvernements de la République dei Weimar, la tentative constante d'annuler les clauses imposées à Versailles, alimentèrent au lieu de neutraliser les courants antidémocratiques de droite qui dès le début avaient vu dans la République un ordre politique transitoire, imposé par les puissances victorieuses. C'est dans ce climat politique, dans l'atmosphère culturelle du *Déclin de l'Occident* de Spengler et au milieu d'une crise économique sans précédent que l'Allemagne assiste à l'apparition du national-socialisme. Le sociologue américain S.M. Lipset a avancé la théorie suivant laquelle le fascisme naît de cette

même classe moyenne qui, à l'origine du capitalisme, avait été porteuse de l'idéologie libérale et qui, maintenant, se voit au contraire menacée d'un côté par le pouvoir du mouvement ouvrier et syndical et, de l'autre, par le pouvoir des grands ensembles productifs, bureaucratiques et monopolistiques. La réaction à l'idéologie de la société industrielle avancée (qui s'exprime en termes de rationalisation et de bureaucratisation) se trouve être un des éléments principaux de l'idéologie fasciste. D'un point de vue psychologique, H.D. Lasswell arrive aux mêmes conclusions: le succès du nazisme est explicable par l'impression d'insécurité des couches inférieures de la classe moyenne et le transfert de cette insécurité sur une protestation politique extrême. Ces hypothèses sont confirmées par l'analyse des résultats électoraux qui voient l'affirmation du parti national-socialiste; ce dernier, qui a obtenu 2,6% des suffrages aux élections de 1928, en réunit 43,9% à celles de 1933. Or, tandis qu'au cours de la même période les partis d'extrême droite et d'extrême gauche perdent des voix dans une mesure limitée ou tout simplement en gagnent, les partis du centre (à l'exception du parti catholique) qui avaient été la base de la République de Weimar tombent de 28 à moins de 3% des suffrages. L'origine sociale du vote nazi dans les années dramatiques et fatales de la crise économique ne laisse aucun doute: il s'est agi d'une réaction des classes moyennes à l'instabilité politique et économique, au compromis politique et aux institutions parlementaires de la République de Weimar. Mais indiquer le fascisme comme un pur phénomène de la classe moyenne ne permet pas de saisir tous les aspects du national-socialisme en Allemagne. Comme l'a relevé l'un des plus pénétrants des sociologues allemands de l'après-guerre, Ralph Dahrendorf, l'élément particulier de la situation allemande en 1933 consistait en l'alliance, dans l'œuvre de destruction des institutions démocratiques, de la vieille couche supérieure d'inspiration, sinon d'extraction, prussiano-féodale et du nouvel extrémisme centriste, la première pour la restauration de l'ordre autoritaire ancien, le second pour l'instauration d'un ordre totalitaire nouveau et en l'alliance de l'une et de l'autre avec la grande bourgeoisie industrielle qui voyait dans les commandes militaires de l'Etat la solution de la crise économique. Ce n'est pas le hasard si le chancelier, dans le premier cabinet national-socialiste, s'appelait Hitler et le vice-chancelier Von Papen.

Ce qu'il advint est connu de tous, le national-socialisme, après avoir entrepris une œuvre radicale de transformation nationale et avoir donné le branle à une industrie de guerre



sous le contrôle direct de l'Etat, se libéra des compagnons de route gênants qui en avaient facilité la montée et lança l'Allemagne dans une aventure qui a bouleversé l'ordre économique, social et politique et la conscience morale de l'Europe et du monde.

## CONCLUSION

Notre hypothèse fondamentale sur l'origine du national-socialisme devrait ressortir assez clairement de ce qui a été dit. Reformulons-la plus explicitement: le nazisme est né de la coïncidence de deux situations explosives, d'un côté les contradictions de la structure de la société allemande, conséquence de la singularité du développement capitaliste depuis 1870, de l'autre, l'anarchie internationale, c'est-à-dire l'impossibilité de régler les rapports entre les Etats sans avoir recours *in extremis* à la violence organisée, en d'autres termes, la possibilité permanente de la guerre. La coïncidence de ces deux situations explosives a rendu possible la prise du pouvoir par une élite politique révolutionnaire qui, toutefois, a trouvé dans des courants profonds de la culture allemande un terrain fertile sur quoi appuyer ses prétentions au pouvoir; ces courants profonds sont: le mythe de l'Etat, l'idéalisation romantique de la nation, communauté organique (ou biologique, dans le cas des théories de la race) et le pessimisme culturel qui s'exprime dans l'hostilité aux formes de vie de la société industrielle.

# Les faits et les idées

## LA REVISION DE LA POLITIQUE ATLANTIQUE

### *LES RAPPORTS ANCIENS ENTRE L'EUROPE ET L'AMERIQUE*

*On ne peut pas poser le problème du Pacte atlantique en termes propres sans tenir compte de la réalité qui en forme la base: l'évolution des rapports entre l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord dans le cadre du nouvel équilibre mondial en formation.*

*Lorsque le Pacte atlantique fut conclu, les Etats-Unis et l'Union soviétique étaient les seules puissances disposant d'un véritable pouvoir de décision au niveau international, tandis que les Etats de l'Europe occidentale étaient, bien qu'à des degrés différents, extrêmement faibles. Néanmoins, à cause des possibilités de développement de leur économie et de leur civilisation, ces Etats, pris dans leur ensemble — le processus d'unification européenne date de cette époque — étaient le front crucial pour le destin de la politique mondiale. Sans développer ce potentiel, les Etats-Unis n'auraient pas pu équilibrer la force du bloc soviétique en formation. D'autre part, les Etats de l'Europe occidentale, seuls, n'auraient même pas su pourvoir à leur sécurité, ni sauvegarder leur régime intérieur, ni mettre efficacement sur les rails la reconstruction économique. Le Pacte atlantique et les accords de collaboration économique qui lui étaient politiquement liés, constituèrent par conséquent les moyens indispensables pour garantir l'équilibre entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, et la défense, ainsi qu'un nouvel essor, des Etats de l'Europe occidentale.*

*Il faut avoir le courage intellectuel d'admette que cela correspondit, pour les vieilles nations européennes, à l'abandon d'une politique étrangère et d'une politique économique autonomes. Mais il faut aussi se souvenir de l'intérêt qu'avait l'Amérique au renforcement de l'Europe occidentale et qui donna un caractère dynamique à l'alliance et laissa de la marge pour la croissance économique dans le cadre européen et pour les effets concomitants. Encore faut-il rappeler que cette situation fut jugée transitoire, par ceux-là-mêmes qui l'acceptèrent, non seulement verbalement, mais aussi dans les termes du Pacte atlantique. Cependant qu'ils sanctionnaient provisoirement, par le pacte, la subordination de leurs Etats à l'Amérique du Nord, les atlantistes, en constituant le Conseil de l'Europe, firent le premier pas sur la voie de l'élimination de cette dépendance grâce à la création d'une entité de poids historiquement équivalent à celui des Etats-Unis: la fédération de l'Europe occidentale. Sans référence à l'Europe, c'est-à-dire à l'émancipation future, le Pacte atlantique n'aurait créé aucune force morale, aucune volonté politique et, par conséquent, n'aurait pas atteint ses buts.*



### *LES NOUVEAUX RAPPORTS*

*Grâce à l'évolution historique générale et, en particulier, grâce au caractère dynamique du Pacte atlantique et du bloc soviétique lui-même qui rompit, quoique avec férocité, l'equilibre social entravant le développement des Etats de l'Europe orientale, la situation qui fut à l'origine de la conclusion du Pacte atlantique a profondément changé.*

*Les pays du tiers monde ont retrouvé une vie historique active. La Chine est en passe de devenir une grande puissance. Les Etats européens ont récupéré une certaine liberté de manœuvre, aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest. Et, dans la partie occidentale, avec le processus d'intégration, ils ont désormais constitué une puissance économique qui exerce déjà une influence décisive sur le marché international, même si, n'ayant pas traduit, jusqu'à présent, l'unification économique en termes politiques, l'Europe occidentale ne peut encore exercer une influence analogue dans l'ordre politique international (l'ombre de cette influence se manifeste dans la politique de de Gaulle, mais en termes inverses et velléitaires, ceux de l'exploitation, de la part du nationalisme français, de la force créée par l'unité économique européenne).*

*Ces modifications ont repoussé les U.S.A. et l'U.R.S.S. sur une position de conservation du* statu quo *international, qui se manifeste clairement dans l'élimination progressive de leur antagonisme et qui a fait perdre aux deux blocs, dirigés chacun*

*par la puissance dominante respective, leur caractère dynamique. Un équilibre mondial nouveau, dont le caractère n'est plus la bipolarité mais la multipolarité, se dessine, même s'il n'est pas facile d'en voir nettement les contours dès à présent et d'agir rapidement pour le réaliser, parce que la phase actuelle est encore celle, forcément confuse, de la rupture de l'ordre ancien.*

## *REVISION OU ABANDON*

*Le trait fondamental de la nouvelle situation, dans la mesure où elle est encore enfermée dans les vieilles représentations, est justement son caractère statique et, en ce qui concerne l'Europe occidentale, sa conséquence inévitable, c'est-à-dire le fait que l'Amérique n'a plus intérêt à la croissance économique de l'Europe. Cela signifie non seulement que la politique atlantique sous sa forme traditionnelle est désormais erronée, mais aussi qu'en tout cas elle ne pourra pas tenir encore longtemps. Tôt ou tard, bien ou mal, suivant la capacité d'adapter, plus ou moins rapidement et plus ou moins efficacement, la volonté politique à la nouvelle situation, elle sera remplacée par quelque chose de nouveau. L'essentiel est de comprendre vite et d'agir vite, pour exploiter les éléments positifs et dominer les éléments négatifs qui sont en train de se former.*

*Le premier point à éclaircir est celui de savoir si l'atlantisme doit être repoussé ou réformé. A mon avis, il suffit d'une considération économique, même si les aspects globaux d'une nouvelle politique atlantique ne peuvent ressortir que si l'on envisage ses alternatives, pour conclure qu'il faut le réformer et non pas le repousser. Les pays développés au point de vue industriel ne peuvent tenir un rythme suffisant de croissance économique, ni même garder leur équilibre économique, sans une participation adéquate au commerce mondial. Et ce dernier, à son tour, exige une collaboration dans le secteur monétaire et un minimum de convergence des politiques économiques, qui sont pratiquement impossibles sans un minimum d'orientations politiques communes. Dans le monde atlantique une rupture dans l'un de ces secteurs, quel qu'il soit, se répercuterait immédiatement sur tous les autres, bloquant le processus d'expansion des forces productives et provoquant une crise économique internationale qui aurait des conséquences sociales et politiques incalculables. En principe, aucune école politique, même pas l'école marxiste, ne pourrait attendre quelque chose d'utile d'une perspective de ce genre.*



## *LA REVISION ILLUSOIRE*

*Le deuxième point à éclaircir, c'est qu'une fois fait le choix atlantique, deux voies restent ouvertes: l'une purement diplomatique ou formelle, l'autre concrètement politique.*

*La première est la plus facile, mais aussi la plus stérile et, à long terme, semée d'écueils. Elle est suggérée par ceux qui constatent une contradiction entre l'article 2 du traité (qui définit entre autres le but du renforcement des institutions libres des pays membres) et la participation du Portugal et du régime fasciste grec actuel, et croient pouvoir transformer le pacte en un instrument de lutte pour la démocratie en en excluant les Etats qui ne sont pas libres.*

*Il s'agit d'une illusion pure et simple. La Grèce et le Portugal seraient exclus du pacte Atlantique, mais ils ne le seraient pas de l'ensemble des pays qui est en fait dominé par les Etats-Unis. Aucune puissance ne renonce au facteur de force que constituent les alliés potentiels pour des raisons exclusivement idéologiques ou morales. Le passé, au demeurant, nous offre déjà un exemple: l'Espagne. L'Espagne est restée en dehors du pacte Atlantique, mais cela n'a pas servi jusqu'à présent à rétablir la liberté des Espagnols. Bien plus, son exclusion a provoqué l'établissement de relations bilatérales avec les U.S.A., lesquelles, en fait sinon formellement, incluent l'Espagne dans le bloc atlantique. Il se passerait la même chose avec la Grèce et le Portugal, et il est évident que leurs dictatures ne pourraient pas être renversées par l'hostilité des Etats démocratiques de l'Europe occidentale si elle trouvaient, et elles le trouveraient, l'appui des Etats-Unis. La réalité est là. Au lieu de renforcer la démocratie, de cette façon on renforcerait le facteur de dégénération du Pacte atlantique: la toute-puissance américaine.*

*S'ils choisissent cette voie, les Etats démocratiques de l'Europe occidentale se trouveront, sans doute, dans un avenir proche, en présence de la faillite de leur politique atlantique, c'est-à-dire dans une situation où il sera très difficile de rebrousser chemin et d'adopter une politique atlantique positive. La révision purement formelle du pacte Atlantique risque par conséquent de mener à l'abandon de toute politique atlantique. J'ai déjà dit quelles seraient, à mon avis, les conséquences dans le secteur economique et, par contrecoup, dans les secteurs social et politique, d'une situation de ce genre. Je dois seulement ajouter qu'il s'agirait à coup sûr d'une débâcle de la démocratie.*

*En l'absence d'un solide point de repère international, l'axe du pouvoir situerait de nouveau son centre de gravité dans la*

*référence à la nation; il s'ensuivrait que le nationalisme et l'autoritarisme, qui se dessinent dès maintenant dans le gaullisme, prendraient le dessus, encore une fois. Il y a des forces de gauche qui se targuent de pouvoir trouver une voie nationale évolutive. Si l'Europe et le monde peuvent supporter, sans trop de distorsions, le gaullisme français et le pré-gaullisme roumain, c'est uniquement en raison du fait que le multilatéralisme politique est encore prédominant; mais il est certain qu'ils ne pourraient éviter une involution réactionnaire avec la prolifération du nationalisme et l'abandon du multilatéralisme qui en découleraient. La donnée qu'il faut garder présente à l'esprit, c'est la nécessité d'un ordre international. De la fin de la guerre à aujourd'hui, nous avons vécu dans le cadre d'un ordre politique, imparfait comme toutes les choses humaines, mais évolutif. Seul celui qui n'a pas saisi le sens tragique de notre époque peut avoir l'illusion de créer un ordre mondial dans l'anarchie nationaliste.*

## *LA REVISION EFFECTIVE*

*Il nous reste à examiner la voie d'une révision substantielle de la politique atlantique. Il s'agit d'une révision qui d'habitude n'est pas analysée concrètement et ne donne pas encore lieu à la formation d'une volonté politique, parce qu'on ne croit pas à la possibilité de réaliser sa condition préalable. Mais cette condition préalable n'est pas du tout irréalisable, comme nous le verrons, et il est par conséquent très utile de faire cet examen.*

*La donnée fondamentale est extrêmement simple. Il s'agit de réélaborer la politique atlantique avec un interlocuteur européen, et non pas avec de nombreux interlocuteurs nationaux, dans le but de disposer d'un pouvoir contractuel suffisant pour obliger l'interlocuteur américain à tenir vraiment compte des intérêts européens. Les possibilités qui se présenteraient dans ce cas-là ont déjà été éprouvées dans le secteur économique. Dans ce secteur, l'Europe a déjà atteint une certaine unité, bien qu'imparfaite. Et chaque fois que, sur la base de cette unité, elle a réussi à exprimer une politique européenne, elle a déjà pu négocier d'égal à l'égal avec le gouvernement américain. Le Kennedy Round, et surtout les récents accords monétaires, en constituent la preuve. Il s'agit de choses connues et ce n'est pas la peine de les exposer de nouveau. Je rappellerai seulement qu'au Fonds monétaire international, seule l'Amérique du Nord disposait déjà du droit de veto, et qu'elle se trouvait par*



*conséquent dans une position d'hégémonie. A la suite des récents accords, ce droit de veto exclusif a disparu. En ce qui concerne les nouvelles sources de liquidité, en effet, un droit de veto analogue a été reconnu aussi bien à l'Europe des Six.*

*Il est utile, je crois, à ce point, de montrer tout de suite que les mêmes possibilités s'ouvriraient à l'Europe aussi bien dans le secteur politique si elle parvenait à agir, dans ce domaine également, comme un tout. En Europe, l'impatience devant la politique américaine au Viet-nam s'accroît tous les jours. En fait, cette impatience affaiblit la politique atlantique. Or l'Europe, même la seule Europe des Six, aurait la possibilité d'obliger le gouvernement américain d'arrêter les bombardements aériens et de s'engager sérieusement dans la recherche de la paix. L'Europe des Six détient des réserves en or plus importantes que les Etats-Unis, et beaucoup de dollars. Si elle menaçait de demander la conversion de ses dollars en or, l'Amérique du Nord serait obligée, pour éviter l'effondrement, de l'écouter.*

*C'est ce que firent, au demeurant, les Américains eux-mêmes dans une occasion analogue; l'expédition franco-britannique à Suez. Le fait, peu connu mais avéré, qui poussa Eden à revenir immédiatement sur sa résolution d'envahir l'Egypte, fut justement la menace du gouvernement américain de vendre les livres qu'il détenait et de provoquer de cette façon l'effondrement de la livre. Il faut remarquer que de telles actions renforcent, plutôt qu'elles n'affaiblissent, une alliance, si elles sont menées secrètement. Car une alliance solide concerne, au-delà des gouvernements, les Etats et les peuples; et par conséquent, elle doit avoir en son sein la capacité de corriger les erreurs, nuisibles pour tous, commises par le gouvernement d'un des alliés. Et il faut aussi remarquer que cela constitue la pierre de touche de la validité d'une nouvelle politique atlantique. Et il faut comprendre, en définitive, qu'on ne peut pas se glorifier d'atteindre ces résultats en l'absence d'interlocuteur européen.*

*Ces remarques suffisent à montrer qu'il ne s'agit pas, préalablement, de proposer telle ou telle réforme formelle ou institutionnelle, mais de créer une situation nouvelle par une politique nouvelle, dans laquelle se manifesteront, au fur et à mesure, telles ou telles possibilités formelles ou institutionnelles. Il est certain que, sur la base de* l'equal partnership *que souhaitait Kennedy entre l'Europe et l'Amérique, une communauté monétaire serait possible. Peut-être serait-il possible aussi bien de créer une communauté économique. Mais il est inutile de mettre la charrue avant les bœufs. Dans cette perspective, ce qui*

*est en jeu d'emblée, ce n'est pas une réforme formelle du Pacte atlantique, qui ne pourrait que refléter la situation actuelle, mais plutôt une politique nouvelle qui rendrait possibles, si elle était réalisée, de tout autres réformes, ainsi que, naturellement, de tout autres résultats.*

## *L'INTERLOCUTEUR EUROPEEN*

*Au contraire, ce qui doit être discuté tout d'abord, c'est, comme je l'ai dit, la possibilité de créer un interlocuteur européen. La plupart croient que c'est impossible à cause de la volonté de de Gaulle de bloquer le développement supranational, la transformation démocratique et l'extension des compétences de la Communauté européenne. Mais il s'agit d'une erreur d'optique. Rien n'est possible, aujourd'hui, au niveau du Conseil de ministres de la Communauté, parce que les partis et les gouvernements n'ont rien fait, jusqu'à présent, pour débloquer la situation.*

*C'est un fait que de Gaulle peut empêcher, pour le moment, l'élection européenne du Parlement européen. Mais c'est un fait aussi qu'il ne peut aucunement empêcher dans les autres pays des élections européennes unilatérales, qui sont possibles si l'on veut aborder sérieusement le problème que constituent un Parlement européen qui n'est pas élu directement et une économie européenne sans contrôle démocratique. Et c'est uniquement l'esprit de routine qui empêche de voir que ces élections préfigureraient l'interlocuteur européen. Car il suffit d'un instant de réflexion pour se rendre compte que des élections européennes signifieraient, en fait, la création d'un pouvoir europeen dans le sens concret du terme. En l'absence de la participation française, ce pouvoir ne serait pas encore l'interlocuteur européen dans le sens formel du terme. Mais cet interlocuteur commencerait à se dessiner, et en politique les choses qui se dessinent, et dont on doit tenir compte selon leurs possibilités de développement, comptent aussi.*

*Or, des élections européennes unilatérales dans le cadre de la Communauté, d'un côté, isoleraient de Gaulle sur le terrain le plus important, celui de la démocratie et du consensus populaire, rapprochant de cette manière le jour où elles seront possibles même en France; et, de l'autre, dans la mesure où les gouvernements des pays en question seraient capables d'exercer une pression conjointe sur le gouvernement américain, elles permettraient d'anticiper quelques résultats de la nouvelle politique atlantique en gestation. En particulier, ces gouvernements pourraient poser avec énergie le problème de la dictature grecque, dont on ne peut se débarrasser qu'en maintenant la Grèce dans le pacte mais en ôtant à l'armée grecque, qui ne serait plus alors en condition de bouger, le soutien et le ravitaillement qu'elle reçoit des Etats-Unis.*



*Cela montre que le premier pas sur la voie de la formation de l'interlocuteur européen serait en même temps le premier pas sur la voie de la formation d'une nouvelle politique atlantique et permet, en plus, de déterminer ses premiers objectifs.*

## *LA POLITIQUE EUROPENNE DU GOUVERNEMENT EUROPEEN*

*Tant qu'on étudie le seul Pacte atlantique, on ne peut aller au-delà de ces conclusions. La politique atlantique de l'Europe occidentale ne serait, en dernière analyse, qu'un aspect de la politique européenne d'un gouvernement européen. Il en découle qu'elle ne pourrait être étudiée complètement que dans ce cadre. Les forces démocratiques n'ont pas encore fait cet examen. Mais le problème atlantique montre, à ceux qui ont des yeux pour voir, que l'Europe est désormais arrivée au seuil du choix entre le nationalisme et le fédéralisme. Le temps est donc venu qu'on se rende compte également, grâce à l'acquisition de la culture fédéraliste, qu'un premier noyau fédéral européen est le seul moyen réaliste pour réunir progressivement toute l'Europe, pour l'acheminer sur la voie du progrès politique, économique et social, et pour la mettre au service de la paix et du développement des pays du tiers monde.*

(décembre 1967)

m. a.

# Les livres

JEAN-JACQUES SERVAN-SCHREIBER, *Le défi américain*, Ed. Dénoël, Paris, 1967, 342 pp.

« La troisième puissance industrielle mondiale, après les Etats-Unis et l'U.R.S.S. pourrait bien être dans quinze ans, non pas l'Europe mais l'industrie américaine en Europe. Aujourd'hui déjà, à la neuvième année du Marché commun, l'organisation de ce marché européen est essentiellement américaine » (1). Tel est le début alarmant de *Le défi américain* de J.J. Servan-Schreiber, un livre qui, à peine publié, s'est révélé comme un des plus heureux best-sellers politiques de ces dernières années. L'auteur s'y est proposé, d'un côté, de mettre en garde les Européens contre les risques que peut comporter la pénétration massive des capitaux américains sur leur continent, et, d'un autre côté, d'indiquer les remèdes possibles capables de s'opposer au danger d'une colonisation nord-américaine. Avec une documentation vaste, précise, scientifique, il explique les raisons du succès américain en Europe occidentale — succès impressionnant si l'on pense que, de 1958 à aujourd'hui, les Etats-Unis ont engagé dans le Vieux Monde plus d'un tiers de leurs investissements à l'étranger et que, entre 1965 et 1966, ceux-ci ont augmenté de 40% dans le Marché commun. La très haute productivité des entreprises américaines est due, si l'on en croit le journaliste français, à cette profonde et subite transformation des U.S.A. à tous les niveaux de la production industrielle et culturelle au cours des dernières décennies. Si grâce à cette transformation l'Amérique est en passe de devenir la première nation post-industrielle de l'histoire, cela est dû à ce qu'elle a compris en temps opportun que « ce qui compte, de nos jours,

(1) p. 17.



pour une entreprise, ce ne sont ni les murs ni les machines, mais des éléments immatériels » qui sont « la capacité et l'organisation nécessaires pour exploiter l'invention... l'association du facteur de recherche avec une infrastructure industrielle, avec des moyens de financement, et avec des réseaux commerciaux correspondants » (2). Aujourd'hui, écrit Schreiber, « la possession de matières premières est devenue, pour un pays, un facteur économique de second ordre. Le coût de la matière première compte de moins en moins dans le coût des produits élaborés. Ce qui fera la différence désormais entre les nations c'est la valeur de leur capital technique, et plus encore de leur capital humain... » (3). La capacité de renouveler les structures industrielles devenues inadéquates est la condition fondamentale du développement d'un système économique. En effet, « le changement est la croissance elle-même — qui est moins addition que substitution, moins accumulation que transformation... Aujourd'hui... celui qui ne transforme pas dissipe » (4).

Depuis longtemps, aux USA, industriels et gouvernement ont tiré profit de cette idée. « La production de l'innovation technique y est devenue aujourd'hui l'objet même de la politique économique. En Amérique aujourd'hui, l'administrateur gouvernemental, le manager industriel, l'économiste d'université, l'ingénieur et le savant mettent en œuvre des techniques rationnelles d'association des facteurs de production qui produisent un renouvellement permanent dans la création industrielle » (5). Grâce aux commandes gouvernementales, à la capacité de créer les infrastructures nécessaires, à un système d'enseignement ouvert à tous, à une part très élevée du revenu national consacrée à la recherche scientifique, les Américains produisent, dans les secteurs clés de l'économie, plus de 70% de toute la production mondiale. Dans certains domaines, comme dans celui de l'électronique, ils n'ont plus d'adversaires, aidés qu'ils sont par un pouvoir public qui a contribué pour 85% aux dépenses de recherche et pour 65% à l'écoulement des produits par le moyen des commandes.

Le résultat de cet effort gigantesque c'est qu'aujourd'hui l'industrie américaine produit, à elle seule, des biens et des ser-

(2) p. 53 à 55.
(3) p. 162.
(4) p. 251 à 254.
(5) p. 39 et 40.

vices deux fois plus élevés que ceux des industries européennes. Pour se faire une idée du caractère fonctionnel de ses mécanismes, il suffira de penser que les profits industriels des dix plus grandes entreprises françaises, allemandes et anglaises atteignent à peine 2 milliards de dollars en face des 2¼ milliards de dollars de la seule General Motors. Cela explique pourquoi les investissements américains en Europe dérivent seulement pour 10% de vrais transferts de dollars, et qu'ils relèvent pour le reste de crédits obtenus sur le marché financier européen et de l'impressionnante capacité d'autofinancement des entreprises qui y opèrent. Et cela explique aussi pourquoi les entreprises européennes en difficulté se tournent de plus en plus fréquemment vers l'aide américaine, au lieu de recourir à leurs consœurs européennes.

Cette pénétration, d'après Schreiber, n'est pas nocive à court terme. « Directement, (l'investissement américain) introduit chez nous des techniques de fabrication et des procédés de gestion que nous ne connaissions pas. Indirectement il contraint les producteurs européens à un effort de rationalisation et de progrès qu'ils n'auraient pas consenti s'ils n'avaient pas été placés sous la pression de cette concurrence » (6). Mais à la longue, sa présence sur notre continent pourrait s'avérer dangereuse. En fait, « l'investisseur américain ne transfère en Europe que la fabrication de produits qui ont *déjà* été éprouvés sur son marché national... Dans ces conditions, en confiant aux Américains un rôle prépondérant dans le développement des nouvelles productions industrielles, nous nous condamnerions à demeurer, secteur par secteur, en retard d'une ou plusieurs étapes dans la course au progrès ». L'Europe sera contrainte « à verser des sommes croissantes au titre de brevets et licences. A ces sorties de fonds, de type néo-colonialiste, s'ajoutent celles qui correspondent aux dividendes rapatriés aux Etats-Unis » (7). Les risques sur le plan politique sont évidents. Les électeurs d'une Europe dont le développement dépendra de plus en plus d'une autre puissance « continueront de voter, les syndicats de revendiquer, les parlements de délibérer. Mais dans le vide. Le taux de croissance, les priorités d'investissement, la répartition du revenu national, étant définis par le comportement de la puissance dominante, il n'est même pas besoin d'imaginer des colloques secrets entre les banquiers de Wall Street et les ministres européens pour comprendre que l'essentiel échappera aux procédures de la démocratie. Quelques firmes dominantes, filiales des grandes entreprises américaines, détermineront la nature des rapports sociaux et les conditions d'existence des salariés: méthodes de travail, relations humaines dans la profession, critères de rémunération et de promotion, modes de sécurité de l'emploi... Les systèmes d'éducation pris au sens large, c'est-à-dire les canaux de communication par lesquels se transmettent des habitudes, se créent des modes de vie et de pensée, seront dirigées de l'extérieur » (8).

(6) p. 50.
(7) p. 51 et 52.



A l'invasion économique américaine, au défi que les supercolosses d'outre-Océan ont porté aux structures économiques et politiques de notre continent, les Européens ont réagi de manière fragmentaire, sans stratégie d'ensemble. L'intégration économique a du mal à donner ses fruits, les capitaux privés ne s'unissent que de façon insignifiante, les gouvernements restent victimes de préjugés nationalistes, les gauches sont incapables de renouvellement. Il faudrait, au contraire, et le plus rapidement possible, concentrer les efforts dans les secteurs aéronautique, spatial, électronique moyennant « la formation de grandes unités, la réalisation de grands projets vont exiger l'unification des règles juridiques et fiscales intéressant les sociétés, le tri lucide de ce qui doit mourir et de ce qui doit grandir, des initiatives vigoureuses pour développer les secteurs d'avenir, pour combiner enfin les efforts de l'Industrie, de l'Université et de l'Administration » (9). Mais pour en arriver là, il faut vouloir un minimum de pouvoir fédéral, il faut « exclusivement, et simplement, transférer, de l'échelle nationale à l'échelle européenne, un très petit nombre de problèmes qui ne peuvent pas être résolus avec efficacité au niveau des nations. Et tout d'abord: une politique industrielle et une politique scientifique face à l'Amérique » (10).

Créer un marché financier intégré et doter la Communauté européenne d'une capacité financière autonome, telles semblent être pour Schreiber les mesures les plus urgentes. Mais il insiste surtout sur l'investissement humain, en soulignant à plusieurs reprises que, si l'on veut un développement moderne de

(8) p. 211 et 212.
(9) p. 186.
(10) p. 197.

l'économie, on a moins besoin de machines que de techniciens qui sachent les faire fonctionner. C'est pourquoi il invite les gouvernements européens à s'engager de façon massive dans la recherche scientifique, dans la restructuration des écoles et des canaux de communication et de diffusion des valeurs culturelles. Jusqu'à présent, commente-t-il, « l'Etat dépense plus d'argent pour prolonger l'agonie des secteurs moribonds que pour stimuler l'essor des industries de pointe » (11). Il faut immédiatement changer de cap, si l'on veut se soustraire à une dépendance qui, d'économique, deviendra inévitablement politique. Prévenant l'objection de gauche qui pourrait reprocher à son projet d'être inspiré par une logique néocapitaliste, Schreiber observe: « Une société à forte croissance est libre de définir la forme de sa civilisation, parce qu'elle peut fixer la hiérarchie de ses priorités. Une société stagnante n'exerce pas réellement son droit à l'autodétermination. Dans une société en expansion, le débat politique prend un sens: faut-il participer à la conquête de l'espace ou augmenter l'aide au tiers monde? Embellir les villes ou exploiter le plateau marin? Développer l'énergie nucléaire ou le parc automobile? Dans un pays immobile, les caractères acquis et, surtout, les contraintes extérieures décident de tout » (12). Cette observation est à nostre avis, une des plus heureuses du livre. Quels que soient les idéaux de gestion démocratique du pouvoir des différents strates de la gauche, il est clair désormais que la puissance industrielle et financière d'une Europe unie, si elle risque d'une part d'être utilisée en fonction d'une société de consommation, représente d'autre part l'unique condition réelle pour développer une politique autonome. Les pays pauvres du tiers monde peuvent bien entendu réfuter la logique du néo-capitalisme et se renfermer dans une économie ne dépassant guère ou n'atteignant pas tout à fait le seul niveau de subsistance. Les structures bourgeoises internes n'y offrent qu'une piètre résistance à une volonté politique de inspiration puritaine et le problème consiste à sauvegarder l'indépendance nationale contre les menaces de l'extérieur. Mais dans une société complexe et stratifiée, telle que la société européenne occidentale, les problèmes sont différents. Certaines positions économiques — inconnues des pays sous-développés — sont désormais acquises et il ne s'agit pas ici tellement de la

(11) p. 258.
(12) p. 251.



restructuration globale de l'économie et de la société — impossible — que de l'arrêt de certaines tendances et des garanties contre certaines dégénérescences. Et cela ne se résoud pas par la révolte désespérée de « l'anneau le plus faible de la chaîne », mais en opposant force à force, entreprise à entreprise, politique à politique. A Huberman et à Sweezy qui prévoient une Europe unie reproduisant, après une période initiale de compétition avec les Etats-Unis, leurs propres modèles socio-économique, on peut répondre qu'il ne s'agit là que d'une possibilité — trop dramatiquement réelle, hélas! — tandis qu'au contraire la dépendance économique vis-à-vis des Etats-Unis transforme cette possibilité en une certitude absolue.

Pour certains communistes apocalyptiques, étant donné que l'Amérique représente la réaction impérialiste, et le tiers monde, par contre, la force progressiste qui, tôt ou tard, minera les fondements de celle-là, il faudrait que l'Europe accélère ce prétendu processus historique. Mais dans ce cas il faudrait réaliser un tel bouleversement politique, économique et institutionnel pour lier notre pays à un cadre afro-asiatique d'action et d'évaluations que devant de semblables perspectives le réalisme de Servan-Schreiber a le beau rôle, comme il en va toujours pour qui envisage les solutions possibles — même s'il ne s'attend pas à ce qu'elles se réalisent — en face de ceux qui donnent dans de palingénétiques chimères.

Mais Schreiber n'est pas lui non plus à l'abri d'une série d'objections qu'on peut lui faire et qui peuvent se ramener à son insuffisante considération du moment idéologique. En effet, d'un côté il répète à chaque page que les Européens divisés pourront dificilement échapper au rôle de pays industriel de second rang et à la perte de leur indépendance; de l'autre côté, il reconnaît que cette considération ne signifiera le moins du monde un abaissement du niveau de vie — même comme pays consommateur l'Europe pourra dépenser davantage — et il va jusqu'à admettre que pour beaucoup d'entreprises européennes leur absorption dans des ensembles nord-américains plus vastes représente la commode assurance de profits assurés. Dans ces conditions, à la lumière de cette analyse, pourquoi les Européens devraient-ils s'unir? Pour défendre de vagues « valeurs continentales », un genre de vie et des coutumes différentes de celle des Américains? Mais Schreiber reconnaît lui-même que tout cela se produira insensiblement et en sous-main, et de façon telle que cela ne représentera pas une tyrannie en mesure de susciter des sentiments de courroux et de croisade pour la défense des valeurs non américaines. Il est très vraisemblable

que l'Europe colonisée conservera la forme de ses villes, ses traditions, ses institutions politiques et universitaires d'avant. L'Ecosse portera encore ses jupes — même si elles sont produites à New York et lancées par des modèles texans — la France conservera des cabarets et des cathédrales gothiques, l'Allemagne ses universités et l'Italie ses musées de la Renaissance. Devant la perspective à une tranquile activité économique d'écoulement de produits étrangers et d'une apparente non-transformation de l'allure de ce continent, qu'est-ce qui poussera le bureaucrate italien et l'expéditeur français, le commerçant allemand et le dignitaire de cour belge à réagir?

En réalité, si elle ne se propose pas une contestation claire et nette de ce que représentent aujourd'hui dans le monde les Etats-Unis, l'Europe unie n'a guère de chances de susciter l'enthousiasme — si l'on entend par là une volonté créatrice d'un ordre nouveau et non pas un vague et passager désir d'union. Mais dans ce cas notre propos s'élargit et se transforme en une profonde critique à l'égard d'un système et de la logique qui en est à la base: il se transforme en une condamnation sans ambages d'une politique mondiale qui, de St. Domingue au Vietnam, n'assume plus aucune fonction libératrice. L'analyse classiste peut bien constituer un moment de cette critique, sans l'épuiser; un autre moment peut être constitué par l'analyse fédéraliste. Certaines phénomènes d'intervention armée dans la maison d'autrui, s'ils sont imputés à la logique de profit de certaines branches de l'industrie privées de scrupules, peuvent aussi être mis au compte d'une étroite idéologie nationaliste qui a fait des chiffres de production et de consommation un symbole de prestige, et une valeur de l'étique de consommation qui, grâce à l'aliénation qui l'accompagne, est en mesure de faire accepter des prix de plus en plus inhumains en échange d'un illusoire bien-être. Mais pour susciter de tels débats dans l'opinion publique occidentale (les pays communistes et le tiers monde, pour le moment, ne s'y intéressent que de façon indirecte vu leur appartenance à une autre dimension) il faut de la responsabilité morale et du courage politique. Et il est illusoire de tendre à l'unité de l'Europe, si l'on ne se pose pas en même temps le problème des objectifs politiques de l'intégration, qui est celui des garanties politiques, économiques et institutionnelles face à certains dangers.

Il nous semble inutile d'insister sur l'inadéquation des nationalisations comme moyen pour déboucher sur un monde socialement plus humain. Une éventuelle fédération qui se proposerait comme finalité la confiscation des moyens de production se trouvant entre des mains privées et la gestion publique, non seulement des services sociaux, mais aussi des entreprises produisant des biens de consommation, n'intéresse personne — même en ne tenant pas compte de sa possibilité de réalisation. Ce qui importe véritablement ici, ce ne sont pas les moyens mais les contenus d'une possible politique fédérale: la capacité par exemple, pour un système, de concentrer les forces productives dans des secteurs d'intérêt public — école, communications, loisirs, médecine sociale —; la capacité d'empêcher le gaspillage à la consommation — s'il le faut en soumettant certains biens à une impitoyable pression fiscale; la capacité de répandre une étique antinationaliste et garante de la paix, et par conséquent de soumettre à révision les valeurs culturelles répandues par les écoles.

« L'Europe — écrit L. Armand — doit avoir une étique, une philosophie, une pensée politique. C'est dans ce domaine que nous sommes en retard ». Il s'agit non seulement d'intégrer les statuts des sociétés par actions, mais aussi et surtout les instituts culturels, les universités en vue de la formation non pas de l'anonyme client des grands magasins, mais de l'homme total capable de volonté politique et d'opérer, face à certaines séductions, le « grand défi » de marcusienne mémoire.

*d. c.*



MAX RICHARD, Après la Révolution de Mai, *L'Heure du Fédéralisme*, Ed. La Fédération, Mouvement Fédéraliste Français, Paris.

Il s'agit d'un très bref opuscule de 16 pages. Dans le quasi silence des fédéralistes, qui montrent une fois encore qu'ils ne sont guère en prise sur l'événement, ces réflexions étaient les bienvenues. Malheureusement elles ne peuvent que décevoir.

Et tout d'abord par un certain langage de sermon (« les foules égarées », « la soif d'infini ou du moins de certitude qui habite toujours les hommes », « une société engoncée dans un matérialisme sans âme », etc...), tout le prêchi-prêcha de l'idéalisme vulgaire qui n'est qu'une façon « noble » de détourner l'attention des problèmes, ou plutôt de les noyer dans des mots qui signifient tout et ne signifient rien. Evidemment, si nous voulons recruter chez les C.R.S. en retraite et les artisans calotins, c'est parfait. Mais si nous adressons à nos fils, à des étudiants ou à des syndicalistes, ou simplement à des person-

nes qui aient quelque peu l'habitude de séparer le grain de la paille, c'est tout bonnement ridicule.

On relève ensuite que « l'unité française doit rester notre loi suprême », qu'elle doit être « reconnue par tous comme la condition sine qua non de tout progrès ultérieur ». Même si Max Richard oppose cette unité à la division de la France en deux camps, il n'en reste pas moins que c'est là s'exprimer dans un langage pour le moins ambigu et qu'un fédéraliste devrait tenir à honneur de ne jamais employer. Vouloir sauvegarder à tout prix l'unité française, c'est accepter d'emblée que le désordre établi demeure, puisqu'il est fondé sur cette unité et qu'il en entretient soigneusement l'idéologie. Gaullisme et communisme, les deux volets de la réaction, la bien-pensante et la mal-pensante, tiennent à cette unité par dessus tout, et à tous les sens du terme. Les fédéralistes — et Max Richard le sait bien — se battent pour l'homme, hic et nunc, pas pour l'Homme, et ils ne peuvent donc que manifester une méfiance hargneuse envers tous les à priori contraignants et paralysants liés précisément à la majuscule ci-dessus.

Quelle que soit notre opposition raisonnée au communisme, il est indécent de se faire le complice du gaullisme au point de s'associer à la condamnation électoralement si payante de ceux qui, parti et syndicat, ont pris la très grave responsabilité de sauver l'« ordre » menacé. Là encore, c'est détourner l'attention du citoyen: en brandissant l'épouvantail du totalitarisme soviétique, on masque celui, bien plus menaçant, sur lequel peut aisément déboucher un régime dont le chef n'hésite pas à se rendre à Baden-Baden demander l'intervention des blindés.

Dans ces conditions, la fin de l'opuscule apparaît dévalorisée. Les réformes souhaitées se présentent dans un contexte rétrograde qui les dénature. Lorque le fédéralisme se fait l'allié du conservatisme, il tombe au niveau d'un verbiage aussi insignificant que rabâcheur.

D'ailleurs, chaque fois que Max Richard parle de l'Etat, c'est de l'Etat français qu'il s'agit, strictement, et cette rénovation qu'il appelle de ses voeux est une affaire essentiellement française; il donne donc dans la même utopie que tous ceux, « enragés » ou non, qui croient eux aussi à une solution française. Cela aboutit au bien classique coup de chapeau (cf. les programmes de divers partis politiques): « Cette rénovation française est d'ailleurs inséparable de la construction d'une Europe fédérée... » Non, décidément, cela n'est pas serieux.

*b. l.*



T. B. Bottomore, *Critics of Society. Radical Thought in North America*, George Allen & Unwin Ltd, Londres, 1967, 143 pp.

Il s'agit d'un livre très pénétrant dans sa brièveté. Bottomore y examine l'inspiration idéologique et la base théorique des principaux ferments d'opposition qui se sont manifestés dans l'histoire des Etats-Unis (et du Canada), jusqu'aux mouvements de protestation de nos jours.

Suivant Bottomore, le caractère permanent et général de tous les ferments d'opposition de l'histoire des Etats-Unis a été et est constitué par leur incapacité d'appuyer leur protestation et leur volonté réformatrice sur un diagnostic global des maux de la société contemporaine, ainsi que de formuler une alternative aussi globale à ces maux. A cette incapacité des oppositions américaines d'élaborer des constructions théoriques générales a correspondu et correspond nécessairement une grande faiblesse politique au plan des idées et de l'action, l'incapacité de souder et de canaliser les ferments de renouveau, divers et divergents, qui ont agi et agissent dans la société en un mouvement unique en mesure de constituer une force de renouveau politiquement efficace.

Tels sont les caractères fondamentaux qui différencient radicalement l'histoire des oppositions aux Etats-Unis et celle des grands mouvements révolutionnaires européens.

Dans la première phase de l'histoire des Etats-Unis, de véritables ferments d'opposition furent tout à fait absents. « La société américaine, écrit Bottomore (p. 31-32), fut dès le début moderne, commerciale et démocratique. La critique sociale y trouva un terrain favorable dans une période où elle était généralement réprimée dans les pays européens. D'autre part, dans la société américaine, au début, il y avait moins à critiquer que dans ces derniers. L'égalité sociale y prédominait largement et l'amplitude des inégalités économiques était limitée. Il y avait relativement peu de positions de privilège et de subordination consolidées. Le gouvernement du pays s'appuyait principalement sur la discussion et le vote populaire. En Europe, les critiques de la société, ayant affaire à un passé féodal et aristocratique et à un présent où la nouvelle classe industrielle gouvernait une population sans droits politiques ou sociaux, étaient contraints de chercher dans l'avenir une meilleure organisation de la société; et ils étaient encouragés à rassembler leurs critiques en une théorie générale qui justifiait une activité réformatrice ou révolutionnaire ».

Certes, la situation ne resta pas toujours celle des débuts. De grands problèmes sociaux surgirent. L'apparition des gigantesques trusts industriels à la fin du siècle, l'accentuation des inégalités économiques et les conditions de travail dans les usines, le développement chaotique des villes, le problème noir et, enfin, la crise économique des années trente engendrèrent d'innombrables ferments de protestation et de critique qui trouvèrent leur expression chez les *muckrakers*, à la fin du dix-neuvième siècle, chez quelques personnalités importantes de la culture américaine dans la première partie du siècle suivant, comme Veblen, Dewey, Holmes, Beard, Robinson, etc., chez les intellectuels et les gens de lettres plus ou moins influencés par le marxisme dans les années trente.

Mais ces critiques, ces idées et ces suggestions — elles-mêmes d'ailleurs toujours faiblement cohérentes et jamais organisées en une authentique *Weltanschauung* — ne furent pas reçues par une classe, par une catégorie, par un groupe capables d'en faire la bannière d'une bataille réformatrice ou révolutionnaire clairement orientée. Elles furent toujours « largement absorbées et diluées dans le courant principal de la pensée américaine » (p. 32).

Quand Robert et Helen Lynd analysèrent l'attitude politique et sociale de la classe ouvrière d'une petite ville du Middle West (Middletown) dans les années de la grande dépression, au comble du malaise et de la tension, les conclusions qu'ils tirèrent de leur étude furent les suivantes: « ...cette crainte, ce ressentiment, cette insécurité et cette désillusion ont été pour les travailleurs de Middletown une expérience surtout *individuelle* de chaque travailleur, et non pas une chose qu'ils généralisaient en une expérience de classe. Dans la mesure où cette expérience engendrait des attitudes militantes, elles étaient tendanciellement sporadiques, individuelles et molles; elles sont surtout l'expression d'un ressentiment personnel et non pas un acte d'identification avec un mouvement, ou de rébellion contre un statut économique considéré comme défini une fois pour toutes » (cité p. 42).

L'article de Charles Y. Harrison paru dans *The Nation*, le 22 mars 1933, (cité p. 47), à propos des velléités révolutionnaires des gens de lettres de Greenwich Village dans les années trente, est un second témoignage intéressant, journalistique cette fois, de l'inaptitude des critiques formulées par les intellectuels américains à donner origine à de véritables mouvements révolutionnaires ou de réforme sociale: « A Greenwich Village, il semblait que la révolution dût éclater d'un moment à l'autre. Le lendemain des élections, quand les têtes furent comptées, on découvrit qu'avaient voté 'rouge' environ cent mille Américains — 0,25% de l'électorat. Les millions de chômeurs, les misérables des hospices avaient voté pour Hoover ou pour Roosevelt. Même le programme socialiste modéré avait subi une défaite écrasante. Après trois ans d'activité provocatrice et violente, au cours de laquelle manifestants et grévistes avaient été rossés dans de très nombreuses villes américaines, les masses continuaient obstinément à voter Républicain ou Démocrate ».



La partie la plus vivante du livre de Bottomore est celle qui traite du nouveau radicalisme des années soixante. Avec la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis, devenus pour la première fois, au terme d'une histoire d'isolement, à l'écart des vicissitudes de l'équilibre mondial, l'un des pôles de cet équilibre, entrèrent dans une phase historique bien plus dramatique que les précedentes, destinée à déchaîner des passions nouvelles et plus fortes. Dans la première partie de cette nouvelle phase, marquée par la guerre froide et par l'affrontement idéologique correspondant du communisme et de la démocratie, la critique, à l'intérieur des Etats-Unis, emportée par la tension idéologique et, par-dessus le marché, baîllonnée par le McCarthysme, fut pratiquement inexistante.

Mais, le dégel survenu, la couverture idéologique de la balance mondiale du pouvoir tombée et, par suite, la justification du McCarthysme disparue, les ferments d'opposition réapparurent dans les années soixante, marqués par une violence et un radicalisme nouveaux, alimentés par des problèmes — d'une gravité sans précédent — que les Etats-Unis — privés par la détérioration de l'équilibre mondial et par la désagrégation des blocs de l'auréole de rempart de la démocratie que la guerre froide leur avait conférée — doivent affronter.

Les thèmes essentiels du nouveau radicalisme sont: la lutte pour les *Civil Rights*, pour le renouveau de la démocratie par la lutte contre la bureaucratisation et la dépersonnalisation d'une part toujours croissante de la vie humaine dans le cadre des organisations administratives, industrielles et militaires, hypertrophiques, qui dominent la vie américaine et, enfin, pour la paix.

Un des sujets traités par Bottomore et qui rentre dans le chapitre général sur la paix, est particulièrement intéressant. Les critiques américains des années soixante commencent à se demander: « La lutte politique et militaire dans le monde n'a-t-elle pas conduit à une effroyable concentration du pouvoir dans les mains d'un petit groupe de leaders politiques, de di-

rigeants des grandes industries engagées dans la production de matériel de guerre et de chefs militaires? Cette élite, en outre, n'est-elle pas restée prisonnière d'une vision militaire des problèmes du monde, de la suggestion de leur propre jeu à la guerre, d'une confiance dangereuse dans la victoire écrasante et dans le succès total — une confiance plus appropriée à une époque précédente, non menacée par l'anéantissement? Quelques conséquences de l'engagement des Etats-Unis dans la guerre du Viet-nam sont évidentes: l'amputation des programmes pour soulager la misère, pour améliorer les écoles, pour augmenter les services sociaux nécessaires. D'autres conséquences moins clairement localisables et moins facilement mesurables, sont suggérées par les critiques: une marée montante d'irrationalité dans la vie politique, une intrusion de 'l'ensemble militaire-industriel' dans de nombreuses sphères de la vie sociale, y compris à l'université où il détruit la démocratie, l'indépendance, la liberté de contradiction et le pluralisme culturel. La guerre et la nécessité de s'y préparer, en d'autres termes, accélèrent l'avènement de la société de masse » (pp. 94-95).

D'autre part, encore une fois, ces mouvements d'opposition, tout en ayant pris une dimension et un ton radical sans précédent dans l'histoire américaine, ne réussissent pas à formuler un diagnostic global précis, ni à formuler une alternative claire. Le principal théoricien qui s'est fait l'interprète, dans cette période tourmentée, des ferments d'inquiétude qui envahissent la société américaine: C. Wright Mills, en fait foi. « Mills, écrit Bottomore (pp. 58-59), ne fut point un rebelle sans cause, mais sa cause était formulée en termes trop généraux et abstraits et n'était pas clairement reliée à un qualconque mouvement social existant. C'était un critique assez représentatif de la moitié du vingtième siècle, dans la mesure où il sympathisait avec l'état d'âme du rebelle obscurément révolté par les conditions de la vie sociale; toutefois, il ne fut pas capable de concevoir distinctement une alternative possible ou une ligne d'action. Comme il l'écrivit dans l'introduction du livre *White Collar:* 'L'inquiétude, le malaise de notre temps, sont dus à ce fait fondamental: dans notre politique et notre économie, dans la vie familiale et la religion — pratiquement dans chaque sphère de notre existence — les certitudes du dix-huitième et du dix-neuvième siècle se sont désintégrées ou ont été détruites et, dans le même temps, les nouvelles routines de nos vies n'ont reçu aucune nouvelle sanction ou justification. Il n'y a pas d'acceptation et il n'y a pas de refus; ni grandes espérances, ni grandes rébellions. Il n'existe aucun plan de vie' ».



En tirant les conclusions de son analyse, Bottomore prend du champ et en vient à considérer l'état de crise où se trouvent la critique politique et les mouvements d'opposition dans tout le monde industrialisé. Il nie qu'il y ait place, dans le monde d'aujourd'hui, seulement pour une critique et une initiative réformatrice limitées et sectorielles. « Une critique plus générale, écrit-il (pp. 128-129), peut nous être encore besoin, qui prenne en considération et mette en question les orthodoxies dominantes, les idées et les institutions fondamentales d'une société, comme l'avaient fait les théoriciens libéraux et socialistes au dix-neuvième siècle. Dans une certaine mesure, ce besoin fut voilé, au cours de la seconde guerre mondiale, par le choc des diverses idéologies nationales et encore, après la guerre, par l'' affrontement' entre le bloc soviétique et le bloc occidental. Mais maintenant que plusieurs tensions internationales perdent en intensité et que d'autres produisent des divisions à l'intérieur des Etats en lutte, il est revenu au premier plan. Dans les pays communistes aujourd'hui, le marxisme ne reçoit qu'un acquiescement récalcitrant de la part des intellectuels; il n'est pas embrassé avec enthousiasme comme une nouvelle vision du monde ou comme une arme critique, nouvelle et exceptionnelle. Le marxisme ancien style est tout simplement ennuyeux et les penseurs les plus vigoureux sont engagés dans une profonde révision des idées philosophiques et sociologiques de Marx. Dans les sociétés occidentales, l'attention portée sur les concepts d' 'identité' et de 'but', aux théories de l'industrialisation et de la modernisation qui ont remplacé l'ancienne foi dans le progrès, revèle le désir de quelque schéma théorique, non constitué par avance, qui nous permette d'interpréter plus convenablement les événements du vingtième siècle et nous fournisse des critères de comportement plus sûrs que ceux dont nous disposons pour l'instant dans l'action aussi bien privée que pubique. Il se peut que ce désir soit vain. Il se peut que cette nouvelle renaissance n'ait pas lieu. Peut-être serons-nous contraints à vivre avec nos incertitudes actuelles, en présence de plusieurs modes de vie et d'idéaux sociaux confus. Peut-être devons-nous être satisfaits si nos descendants d'ici cent ans peuvent dire simplement: 'L'humanité a survécu'. Mais je ne le crois pas ».

« Deux types de difficulté, continue Bottomore (pp. 130-131), empêchent aujourd'hui la naissance d'une théorie *critique* de la société. L'une est de fournir une image du développement des sociétés modernes qui soit effectivement explicative; l'autre de relier cette image aux buts du mouvement socialiste. Le

grand mérite de Marx est d'avoir synthétisé en une vaste théorie sociologique du capitalisme moderne les principales découvertes intellectuelles de son époque dans le domaine de la philosophie et dans celui des sciences sociales et d'avoir formulé une doctrine sociale où ... la confirmation empirique de sa théorie fondait en même temps, dans une certaine mesure, sur la raison et sur les faits (ses) convictions morales. Marx réussit la tentative que firent, alors ou par la suite, beaucoup d'autres penseurs sociaux — utilitaristes, saint-simoniens, socialistes fabiens. Mais à la lumière de l'histoire sociale la plus récente, son succès peut être mis en question. La science de la société et la doctrine sociale s'opposent manifestement: d'un côté, l'idéal socialiste; de l'autre, les faits irréductibles que constituent les transformations survenues dans les rapports de classe et les mentalités de classe. Le refus de l'idéologie, en particulier de la nouvelle gauche américaine, ne signifie pas, d'ailleurs, un mépris de principe pour toute idéologie, c'est-à-dire pour toute doctrine sociale qui cherche à donner à la fois une explication des événements sociaux et une vision morale d'une bonne société. Il signifie l'abandon des doctrines accréditées par les années trente et qui maintenant semblent avoir un rapport très faible avec les faits de la vie sociale; ainsi qu'une expression de scepticisme à l'égard de tout ce qui pour l'instant pourrait prendre leur place ».

Bottomore conclut en se demandant si la nouvelle gauche américaine sera capable de se détacher des modèles traditionnels, pragmatiques, sectoriels et dispersifs, qui ont été historiquement suivis par tous les groupes d'opposition de l'histoire des Etats-Unis. « La réponse, dit-il (p. 133), dépend du fait que le nouveau radicalisme saura ou non trouver une base dans la société moins éphémère qu'un mouvement d'étudiants, moins limitée que la révolte des noirs, et saura ou non produire une idéologie capable à la fois de répondre aux doutes et aux problèmes de notre époque et d'orienter l'action, avec quelque espoir de succès, vers des objectifs plausibles ».

Il s'agit d'une affirmation on ne peut plus valable et actuelle non seulement aux Etats-Unis, mais en Europe aussi, où les idéologies du siècle dernier sont tout aussi incapables de fournir une explication valable de ce qui se passe autour de nous et de donner à l'action une quelconque orientation capable d'insérer efficacement la volonté humaine dans le cours supranational actuel du processus économique et politique.

*f. r.*



# Les documents

## La sinistra italiana e l'unificazione europea *

1. *Dopo la sconfitta elettorale del 19 maggio.*

La sconfitta del 19 maggio ha aperto nelle file del P.S.U. una crisi, la cui causa generale ed immediata consiste nel fatto che i risultati delle recenti elezioni, unitamente ai risultati finora raggiunti attraverso la collaborazione dei socialisti con i democristiani nel governo di centro-sinistra, sembrano contraddire nettamente le speranze che i socialisti riponevano nella politica di centro-sinistra, allorché decisero di avviarla.

Ricordiamo qui brevemente gli obiettivi a cui mirava la decisione socialista di iniziare la politica di centro-sinistra.

In primo luogo i socialisti ritenevano che attraverso lo strumento della programmazione democratica (1) sarebbe stato possibile sottoporre ad un efficace controllo pubblico lo sviluppo economico del nostro paese, pur senza eliminare il carattere prevalentemente privatistico dell'economia italiana, ed avviare in tal modo a soluzione i problemi economico-sociali fondamentali (progresso delle masse lavoratrici, distacco fra Nord e Sud).

(*) Il s'agit d'un document élaboré, après les dernières élections italiennes, par le Centre européen d'études et information de Turin, et qui est publié en italien, étant destiné à la diffusion en Italie.

(1) Intorno al concetto di programmazione esiste una larghissima letteratura che sarebbe impossibile anche solo riassumere. Nel senso in cui usiamo il termine e in genere nel contesto del nostro discorso due aspetti di esso assumono particolare evidenza:

L'attuazione di questa politica era possibile, secondo i socialisti, soltanto attraverso la collaborazione governativa con i democristiani. Da una parte infatti i comunisti apparivano indisponibili per un'esperienza democratica di governo, ed inoltre le forze della sinistra non raggiungevano nel loro complesso la maggioranza. Dall'altra parte i democristiani sembravano disposti ad accogliere la parte sostanziale delle richieste socialiste, ed il governo di centro-sinistra si presentava pertanto come l'alternativa più avanzata rispetto alla precedente politica centrista.

In secondo luogo la politica di centro-sinistra, avviando a soluzione i fondamentali problemi economico-sociali del nostro paese, avrebbe a lunga scadenza favorito, secondo i socialisti, la riunificazione politica delle masse lavoratrici e quindi di tutta la sinistra e posto in tal modo la premessa di un governo di sinistra democratico e socialista. In particolare i successi del centro-sinistra avrebbero favorito l'inserimento dei comunisti nell'area democratica e l'assorbimento delle tendenze astrattamente massimalistiche del socialismo. I comunisti si sarebbero in sostanza trovati prima o poi di fronte all'alternativa di perdere crescenti suffragi a vantaggio dei socialisti e di abbandonare gli aspetti non democratici della loro linea politica e della loro struttura partitica. Nello stesso tempo l'attuazione della politica di centro-sinistra avrebbe creato crescenti difficoltà nel contraddittorio schieramento interno della D.C., portando prima o poi ad una spaccatura. In altri termini la politica di centro-sinistra sembrava lo strumento più idoneo a mettere in crisi sia il centrismo conservatore democristiano, che l'opposizione massimalistica dei comunisti. Tali sviluppi avrebbero d'altro canto posto le premesse indispensabili alla creazione di uno schieramento maggioritario, su base socialista e democratica, della sinistra italiana, comprendente i socialisti, i comunisti, la sinistra cattolica ed i repubblicani.

Se questi erano gli obiettivi cui mirava la decisione socialista di iniziare la politica di centro-sinistra, non si può negare

a) La programmazione non è un fatto settoriale (anche per grandissimi settori, come industria, agricoltura) ma un fatto globale che coinvolge tutti i fattori dello sviluppo economico: perciò esso concerne non solo i traguardi da porre all'attività produttiva, ma anche tutto il contesto delle relazioni sociali, per cui urbanistica, istruzione, messa in valore e difesa del territorio, ecc., tutto ugualmente concorre a determinare il contenuto e i caratteri della programmazione.



che l'esperienza sinora fatta sembra contraddire sostanzialmente le speranze riposte dai socialisti e da gran parte dell'opinione pubblica italiana in tale politica.

Nel corso di un'intera legislatura molti punti di decisiva importanza del programma di governo non sono stati realizzati, mentre altri sono stati realizzati in ritardo o male. Ma soprattutto la programmazione democratica non si è finora neanche lontanamente rivelata lo strumento in grado di orientare effettivamente lo sviluppo economico del nostro paese verso gli obiettivi ritenuti essenziali ai fini della soluzione dei fondamentali problemi economico-sociali italiani. Ne è derivato uno stato di insoddisfazione negli strati più aperti e progressisti dell'opinione pubblica, di cui hanno potuto facilmente avvantaggiarsi i comunisti ed il vecchio massimalismo socialista (P.S.I.U.P.). In modo particolare la mancata realizzazione delle speranze riposte nel centro-sinistra ha favorito nei comunisti un'accentuazione dei loro atteggiamenti opportunistici e massimalistico-protestatari, e ne è derivato un approfondimento, almeno a breve termine, della divisione della sinistra, invece che l'avvio ad un suo superamento. In questo contesto si è sviluppata la rivolta studentesca e l'agitazione dei neomarxisti mirante ad un utopistica ed astratta contestazione globale della società capitalistica. Fra i due fenomeni si è verificata, come è noto, una certa convergenza. La rivolta studentesca ha tratto la sua spinta iniziale dalla legittima insoddisfazione per la mancata realizzazione di una seria riforma dell'insegnamento. Ma è stata in seguito in gran parte deviata in direzioni utopistiche ed anarcoidi dall'inserimento delle nuove tendenze neomarxiste, le quali sono state rivitalizzate dal peggioramento della situazione internazionale (imperialismo americano, guerra in Vietnam, arresto della distensione), e, all'interno, dalla constatata impossibilità (almeno

b) La programmazione è un fatto essenzialmente politico: essa rappresenta cioè la mediazione tra le diverse esigenze della comunità, o meglio delle comunità: in questo senso al limite essa si identifica quasi con il concetto di politica economica. Sotto questo profilo il carattere *coercitivo* o meno della programmazione su cui tanto si è discusso appare in larga parte un falso problema. Può essere vero in effetti che lo Stato programmi meglio in quanto esso non sia coinvolto come titolare di interessi particolari: soprattutto è chiaro che la forza per imporre tale mediazione non è di tipo giuridico ma politico: il tipo di mediazione che risulterà dipenderà quindi non da articoli di legge, ma dalla natura e dagli schieramenti dei gruppi politici.

fino ad ora) di eliminare le distorsioni dello sviluppo capitalistico attraverso la programmazione democratica. Questa situazione ha avuto infine gli sbocchi elettorali che sappiamo. Il centrismo conservatore democristiano e l'opposizione massimalistico-protestataria del P.C.I. e del P.S.I.U.P. si sono rafforzati, mentre è risultato indebolito il principale fattore di rinnovamento della società italiana, il socialismo democratico.

Questi sviluppi forniscono ora ovviamente molti argomenti polemici a quanti avevano criticato da un punto di vista frontista la decisione socialista di avviare la politica di centro-sinistra. Costoro, mettendo in luce il generale arretramento della socialdemocrazia in tutt'Europa, possono affermare, con notevoli parvenze di fondamento, che l'abbandono della politica frontista indebolisce i socialisti e fa il gioco del conservatorismo. Possono inoltre, alla luce della per ora piuttosto poco convincente esperienza della programmazione democratica, sostenere che non la programmazione, bensì soltanto il controllo diretto dei settori fondamentali dell'economia è in grado di eliminare le distorsioni dello sviluppo capitalistico, e di aprire veramente la strada verso il socialismo. D'altra parte, gli stessi critici neomarxisti del socialismo democratico traggono dalle recenti vicende una ulteriore spinta alla loro agitazione, ed è prevedibile che la stessa rivolta studentesca tenda ad accentuare i suoi aspetti più dottrinari e protestatari, invece che ad avviarsi lungo la strada delle riforme concrete e realmente progressive.

Questa situazione ha posto i socialisti in uno stato di dubbio e di incertezza che ha trovato espressione nella decisione di rinviare al prossimo congresso ogni decisione in merito alla ripresa della collaborazione governativa di centro-sinistra. Il problema fondamentale che essi debbono affrontare è naturalmente l'individuazione delle cause profonde degli insuccessi o dei troppo esigui successi della politica di centro-sinistra finora attuata e della conseguente sconfitta elettorale.

In effetti, solo nella misura in cui saprà individuare le vere ragioni delle insufficienze di fondo che hanno caratterizzato la prima fase testè conclusasi di tale esperienza politica, il prossimo congresso socialista sarà in grado di dare una risposta adeguata ai problemi del nostro paese.

Con questa lettera agli amici socialisti noi federalisti intendiamo contribuire al chiarimento di questo problema. A tale scopo noi riteniamo che sia indispensabile individuare con precisione gli ostacoli che hanno finora impedito la realizzazione di un'efficace politica di programmazione democratica. Se in effetti la programmazione democratica costituisce l'impegno fondamentale e più qualificante della politica di centro-sinistra, è evidente che solo in seguito all'individuazione di tali ostacoli ed all'indicazione del modo di superarli sarà possibile ridare slancio ed efficacia al centro-sinistra. A nostro avviso ciò che ha finora impedito la realizzazione di un'efficace politica di programmazione democratica è lo scontrarsi di tale politica con talune contraddizioni di natura obiettiva che possono essere superate solo procedendo verso l'unificazione politica europea. In altre parole l'insufficienza finora dimostrata dalla programmazione democratica dipende dal fatto che tale politica può riuscire solo se si inquadra in una coerente e risoluta azione di unificazione politica europea, e nella misura in cui tale azione ha successo. A questo problema cruciale ci sembra che gli amici socialisti non prestino la necessaria attenzione.



## 2. *Programmazione democratica e divisione della sinistra.*

La prima fondamentale contraddizione oggettiva che spiega l'inefficacia della politica di programmazione democratica in Italia consiste nella debolezza organica della sinistra socialista e democratica che di tale politica deve costituire il principale sostegno. L'oggettiva indisponibilità dei comunisti per una tale politica pone i socialisti nella necessità imprenscindibile di tentare una politica di progresso attraverso una alleanza, in posizione subordinata, con il centrismo conservatore democristiano. Si tratta di un dato noto a tutti, sul quale tuttavia ci sembrano necessari alcuni chiarimenti. Per capire nei suoi termini reali l'oggettiva indisponibilità, in questa fase storica, dei comunisti per una politica di progresso economico e sociale, occorre individuare in modo esatto la natura della politica comunista nei suoi nessi oggettivi con la struttura economico-sociale italiana.

Cominciamo dalla natura della politica comunista. Vi è un accordo pressoché generale negli ambienti della sinistra socialista e democratica nel considerare tale politica una via di mezzo fra una linea politica coerentemente rivoluzionaria (come quella dei bolscevichi russi) ed una linea politica coerentemente riformista (come quella dei socialisti democratici occidentali). A questo proposito è sufficiente ricordare che la natura contraddittoria della politica comunista si manifesta soprattutto nel suo atteggiamento verso la democrazia. Da una parte si dice di accettare la democrazia pluripartitica, dall'altra si approvano i regimi a partito unico dei paesi dell'Europa orientale e si continua a mantenere una struttura organizzativa del partito che

non offre garanzie sufficienti di un libero dibattito democratico interno. Lo stesso programma economico comunista è un'espressione della contraddittorietà della sua linea politica. Tale programma non rappresenta infatti un'alternativa alla programmazione democratica; costituisce piuttosto un complesso contraddittorio di rivendicazioni particolari, che non può costituire la base di alcun programma governativo. La conseguenza della linea politica comunista, definita giustamente come massimalistica, o opportunistica, o protestataria, a seconda dei casi, è di rendere per ora impossibile uno schieramento unitario della sinistra, sia su base coerentemente rivoluzionaria, che su base coerentemente riformista. Donde la divisione della sinistra in Italia, e la sua permanente debolezza.

Ciò detto, serve a ben poco condannare moralisticamente la politica comunista, dal momento che essa ha delle radici oggettive nella struttura economico-sociale del nostro paese, la quale ha finora impedito l'affermarsi nell'estrema sinistra italiana, sia di una coerente linea politica rivoluzionaria, che di una coerente linea politica riformista. Il problema è piuttosto di individuare con più precisione i dati strutturali economico-sociali che condizionano la linea politica comunista in Italia. A questo riguardo noi proponiamo il seguente schema interpretativo, precisando che si tratta di un'ipotesi presentata qui nei suoi termini più generali, e che dovrebbe essere svolta in modo più approfondito in successivi documenti e nel corso di eventuali dibattiti con gli amici socialisti.

Per cogliere le radici oggettive della linea politica comunista, si deve, a nostro avviso, tenere presente che l'Italia è caratterizzata da una profonda frattura dal punto di vista economico-sociale. Il carattere peculiare di questa frattura risiede nel fatto che essa non è determinata esclusivamente dalla divisione, per altro macroscopica, fra borghesia e proletariato, bensì, e soprattutto, dalla circostanza che una parte del paese è entrata nel processo di industrializzazione moderna, mentre l'altra parte ne è rimasta esclusa. Questa circostanza riveste un'enorme importanza. In realtà se in Italia non esistesse che una divisione sociale borghesia-proletariato, noi avremmo assistito ed assisteremmo ancora a dei fenomeni assai simili a quelli che si sono prodotti negli altri paesi dell'Europa occidentale, che sono entrati pienamente nella fase capitalistica dello sviluppo economico, quali la Gran Bretagna, la Svizzera e la Svezia. In questi paesi la frattura di cui stiamo parlando ha all'inizio dato origine a delle alternative di regime. Era infatti inevitabile che in paesi caratterizzati da una forte divisione sociale e, di conseguenza,



da radicalmente differenti basi sociali del potere, il regime si fondasse su una di tali basi ad esclusione dell'altra e che pertanto la base sociale esclusa si ponesse in alternativa di regime. Ma in tali paesi le condizioni economico-sociali sono gradualmente evolute (nella misura in cui lo sviluppo economico integrava nella vita dello stato ambienti sociali sempre più vasti, e tendeva a diminuire sostanzialmente le differenze di classe) verso una situazione in cui le vecchie alternative di regime tendevano a trasformarsi in alternative di governo. Il modello classico di tale sviluppo è la Gran Bretagna. In questo paese i fenomeni della rivoluzione industriale e della divisione sociale borghesia-proletariato si sono presentati con un carattere assai radicale. E tuttavia le opposizioni violente di regime sono gradualmente evolute verso situazioni nelle quali le forze sociali all'opposizione, sentendosi a poco a poco meno escluse, tendevano a formulare non più delle opposizioni di regime, bensì delle opposizioni di governo.

L'Italia al contrario presenta, come si è già detto, accanto alla divisione borghesia-proletariato un'ulteriore frattura fra la parte del paese che è entrata nella fase dell'industrializzazione e la parte che è rimasta al di fuori di questo processo. Tale fenomeno implica due conseguenze: in primo luogo tende a consolidare la frattura sociale borghesia-proletariato e cristallizza la situazione sociale su cui si fondano le alternative di regime; in secondo luogo anche nella parte del paese che è evoluta dal punto di vista economico rappresenta un ostacolo all'unificazione sociale che, come si è detto, tende ad escludere le alternative di regime, trasformandole in alternative di governo.

Quest'ultima conseguenza necessita di un chiarimento. Immaginiamo che lo spazio geografico comunemente conosciuto sotto il nome di Italia sia occupato da due diversi Stati, l'uno comprendente essenzialmente il territorio nel quale ha avuto luogo il fenomeno dell'industrializzazione, vale a dire il nord ed una piccola parte del centro, l'altro comprendente il resto del paese. In verità lo potrebbero facilmente rappresentare in una tale ipotetica situazione le due seguenti situazioni sociali e quindi politiche: il primo Stato avrebbe in sostanza seguito il *trend* della Gran Bretagna, il secondo sarebbe stato al contrario uno Stato perpetuamente oscillante fra un regime reazionario di destra e il comunismo, poiché sarebbe costantemente mancata la base sociale necessaria alle esperienze democratiche. Questa situazione sarebbe durata fino al momento in cui, in seguito ad una colossale modificazione di struttura, si fosse potuto modificare il sostrato sociale del potere. Il fatto è però che, se è vero

che in Italia la situazione sociale presenta una tale frattura, non è meno vero che dal punto di vista politico non esiste che un solo Stato. Ne consegue che l'opposizione di regime di sinistra prodotta da una tale frattura tende ad assorbire ogni opposizione di sinistra, anche quella che, emergendo da una società tendente all'unificazione sociale (quale è quella del nord), avrebbe potuto trasformarsi, in uno stato separato, in opposizione di governo.

Questi dati della struttura economico sociale italiana spiegano evidentemente l'esistenza di un'opposizione di regime comunista in Italia, la quale non è che l'erede del vecchio massimalismo socialista. Quest'ultimo si è trasformato nei paesi occidentali più avanzati da opposizione di regime in opposizione di governo, senza lasciare alla propria sinistra lo spazio per una nuova versione del massimalismo. Mentre la peculiare situazione economico-sociale italiana ha reso inevitabile l'affermarsi della nuova opposizione di regime comunista dal momento in cui il socialismo ha cominciato da avviarsi coerentemente verso il riformismo. D'altro canto i dati sovraindicati danno pure ragione del carattere contraddittorio della linea politica comunista. Proprio perché è caratterizzata dalla frattura tra una parte del paese che è entrata nel processo di industrializzazione ed una parte che ne è rimasta esclusa, la struttura economico-sociale italiana sta a metà fra le condizioni dei paesi occidentali più avanzati e quelle dei paesi sottosviluppati (del tipo della Russia zarista o dei paesi balcanici). Appunto per questo non riesce ad esprimere né una coerente e consistente opposizione comunista rivoluzionaria, né una forte sinistra socialista-riformista, bensì essenzialmente un forte massimalismo protestatario. I comunisti italiani non possono in effetti essere risolutamente rivoluzionari, poiché nel nostro paese non esistono le condizioni oggettive di una rivoluzione comunista. E non possono neppure d'altra parte diventare coerentemente riformisti, poiché in tal caso, data la situazione oggettiva italiana, essi verrebbero a perdere la propria base sociale a vantaggio di una nuova opposizione massimalistica (2).

(2) In realtà il P.C.I., pur proclamandosi disponibile per le più diverse e disinvolte operazioni, è bloccato da una serie di contraddizioni che ne fanno uno dei maggiori fattori di paralisi della vita politica italiana: il P.C.I. porta avanti un discorso leninista di conquista totale del potere da parte della classe operaia, ma di attaccamento alla legalità costituzionale, di policentrismo e di « vie nazionali al comunismo », ma di pronto allineamento sugli interessi della politica sovietica; di adulazione verso gli studenti in rivolta, ma di soffocamento di ogni dibattito non « incanalato ». In realtà esso riflette l'ambivalenza e l'equivoco della situazione italiana, perennemente in bilico — come si è mostrato — tra quella di un paese avanzato e quella di un paese sottosviluppato. Il gruppo dirigente del P.C.I. non senza abilità e fortuna si sforza di continuare la vecchia politica togliattiana di « accumulare » i vantaggi di entrambe le situazioni, in una visione che permane grettamente tattica.



Questa linea politica contraddittoria (ma determinata da ragioni oggettive) dei comunisti condiziona in modo estremamente negativo la strategia dei socialisti democratici e riformisti, creando delle difficoltà quasi insormontabili. Chiariamo questo punto. E' evidente che una politica di progresso democratico e socialista in Italia non può coincidere che con l'avvio al reale superamento della frattura fra nord e sud, oltre che con il miglioramento generale delle condizioni delle masse lavoratrici. La politica della programmazione democratica, che nelle attuali condizioni storiche costituisce lo strumento più avanzato della strategia riformistica dei socialisti democratici, mira precisamente a tali obiettivi. E' inoltre chiaro che se tale politica avesse successo, porterebbe i comunisti nell'area democratica e favorirebbe di conseguenza la costituzione di una forte sinistra socialista e democratica in grado di realizzare ulteriori decisivi progressi verso il socialismo. D'altra parte, ed è qui la difficoltà centrale, questa politica deve essere fatta per un periodo relativamente lungo senza i comunisti, per ora indisponibili per le suddette ragioni. I socialisti non hanno pertanto altra scelta che quella dell'alleanza con il centrismo conservatore democristiano, il quale tende per la sua logica intrinseca a condizionare pesantemente in senso conservatore la politica della programmazione democratica ed a diminuirne quindi fortemente l'efficacia.

A proposito dei democristiani, deve essere per altro ben chiaro che serve a ben poco condannarne moralisticamente il conservatorismo; e ciò per gli stessi motivi per cui è inutile lamentarsi del massimalismo protestatario e contraddittorio dei comunisti. Il centrismo conservatore democristiano, che ha le sue radici sociali nell'interclassismo (3) imposto dalla Chiesa attraverso il principio dell'unità politica dei cattolici, rappre-

3) La connotazione negativa che nel nostro discorso assume il termine « interclassismo » non deriva dal fatto che si postuli uno schematico e insuperabile rapporto tra classi sociali e raggruppamenti di forze di diversa estrazione sociale dotati di una solida piattaforma politica comune: lo stesso partito socialista in talune democrazie oc-

senta l'inevitabile risposta al massimalismo comunista ed alla conseguente divisione della sinistra. L'impossibilità da parte della sinistra di esprimere un'alternativa democratica e socialista di governo, il pericolo per la permanenza e stabilità del regime democratico rappresentato dall'opposizione di regime comunista hanno reso e rendono tuttora necessario il massiccio intervento della Chiesa nella vita politica italiana allo scopo di imporre l'unità politica dei cattolici e di mantenere in piedi una vasta formazione politica interclassista fornita di una logica conservatrice, ma in grado di costituire il necessario contrappeso all'opposizione comunista e di garantire quindi un minimo di stabilità politica.

Questa situazione pone in sostanza i socialisti di fronte ad una contraddizione oggettiva. La divisione della sinistra, dovuta alla presenza dell'opposizione massimalistica comunista, implica inevitabilmente che i socialisti, per svolgere una politica di programmazione democratica in grado di avviare a soluzione i problemi economico-sociali sui quali si fonda la contraddittoria politica comunista, siano costretti a fare tale politica in alleanza con forze politiche caratterizzate da una tendenza oggettivamente conservatrice. Un condizionamento in senso conservatore della politica di programmazione ed una conseguente limitazione della sua efficacia appare pertanto inevitabile. La conseguenza di questa situazione è che la politica di centro-sinistra, che non ha alternative in questa situazione storica, è una politica necessariamente faticosa e difficile e che può dare dei risultati apprezzabili solo a lunga scadenza. Nelle sue prime fasi questa politica non può che essere impopolare e quindi duramente attaccata dai comunisti, ed è pressocché inevitabile che provochi dei transitori indebolimenti della forza politico-elettorale socialista.

Questa è dunque a nostro avviso la prima fondamentale contraddizione oggettiva che limita l'efficacia della politica di programmazione democratica. Dobbiamo ora considerare una seconda ancor più importante contraddizione.

---

cidentali viene assumendo caratteri oggettivamente interclassisti. Ciò che ha, a nostro avviso, carattere negativo è il carattere appunto non politico o pre-politico dell'interclassismo democristiano: di interclassismo nato su un terreno negativo, quello della difesa, se non della fobia del comunismo, tra gruppi uniti da vincoli non politici ma religiosi: allo stesso modo, per intendersi, come è negativo l'interclassismo di partiti che si formano sulle basi della difesa di caratteristiche nazionali (ad es. il partito sud-tirolese in Italia).



3. *Programmazione nazionale e economia europea.*

La seconda fondamentale contraddizione oggettiva che spiega l'inefficacia della politica di programmazione democratica finora attuata nel nostro paese consiste nell'impossibilità strutturale di affrontare con gli strumenti della politica nazionale i problemi posti dall'inserimento progressivo dell'economia italiana nel processo di integrazione economica europea. Per cogliere nei suoi termini reali questo problema, occorre anzitutto essere consapevoli dell'importanza di tale processo.

La liberalizzazione degli scambi e l'integrazione economica realizzatesi attraverso le Comunità europee costituiscono i fattori fondamentali dello straordinario sviluppo economico verificatosi non solo in Italia, ma anche in Germania, in Francia e nel Benelux in questo dopoguerra. Invertendo la precedente tendenza al nazionalismo economico, il processo di integrazione economica europea ha reso possibile, con l'apertura dei mercati, un forte sviluppo capitalistico, che ha indubbiamente avviato ad un miglioramento delle condizioni delle masse lavoratrici ed ha soprattutto posto le premesse necessarie per affrontare i fondamentali problemi economico-sociali del nostro paese (distacco nord-sud ecc.). Ha in sostanza posto le premesse necessarie per procedere, tramite una politica di programmazione democratica, verso la soluzione di quei problemi economico-sociali, la cui mancata soluzione ha sempre impedito in Italia il consolidarsi di un vitale sistema democratico ed in particolare il realizzarsi della premessa imprescindibile di un tale sistema: la formazione di una sinistra socialista e democratica unita, forte e, in prospettiva, maggioritaria. Sembra pertanto evidente che l'integrazione economica europea costituisca la premessa oggettiva della politica di centro-sinistra, il dato strutturale che ha reso storicamente possibile la decisione del P.S.I. di dare vita al centro-sinistra, e di procedere in tale contesto alla riunificazione socialista.

Per questi motivi si deve considerare l'integrazione economica europea come la base imprescindibile di una politica di progresso economico-sociale e quindi democratico in Italia. Nello stesso tempo si deve però tenere presente che tale processo, per il modo in cui si è finora svolto, ha creato una situazione che impedisce di procedere decisamente verso il superamento dei fondamentali problemi economico-sociali e politici del nostro paese. La situazione contradditoria prodotta dall'integrazione europea, ed alla quale sono connesse altre fondamentali contraddizioni è la seguente.

L'apertura dei mercati ha permesso allo sviluppo capitalistico di assumere una dimensione europea e, per taluni aspetti mondiale, mentre gli strumenti di politica economica diretti a controllare tale sviluppo hanno conservato dimensioni nazionali, per il fatto che l'integrazione economica non è stata accompagnata dall'integrazione politica. Ne deriva una sostanziale inefficienza degli strumenti politici di controllo dell'economia, e fra questi soprattutto della programmazione, e perciò uno sviluppo anarchico del capitalismo europeo e quindi italiano. Non è perciò possibile in tali condizioni l'avvio ad un serio controllo dello sviluppo capitalistico, e cioè ad una eliminazione delle sue distorsioni. In particolare, l'integrazione europea, a causa della mancanza di un potere politico capace di svolgere un'effettiva funzione riequilibratrice dello sviluppo economico, non solo non tende ad attenuare gli squilibri regionali esistenti, ma tende se mai ad aggravarli. L'incontrollata ed anarchica attività delle forze della produzione sul piano europeo comporta ad esempio la concentrazione dello sviluppo capitalistico nell'Italia settentrionale (per esigenze di concorrenza europea) e non permette pertanto sostanziali progressi verso il superamento del distacco nord-sud.

D'altra parte le Comunità europee non sono dotate di poteri sufficienti per impostare una vera e propria programmazione europea. La politica economica a medio termine elaborata dalla C.E.E. si limita a formulare una previsione generale della tendenza di sviluppo delle varie componenti di ciascuna economia nazionale, senza fissare precisi obiettivi nei singoli settori né i mezzi da impiegare per realizzarli. Da ciò derivano le forti caratteristiche tecnologiche che finora ha assunto il processo di integrazione europea. In effetti uno sviluppo programmato dell'economia europea esige una gerarchia di centri coordinati di decisione. Ora, il vertice di tale gerarchia è tuttora costituito dai governi nazionali, i cui « compromessi » a livello di Consiglio dei Ministri delle Comunità sono la base dell'integrazione europea. La lotta per l'adozione di un sistema di programmazione europea coincide con quella rivolta alla limitazione della libertà di azione dei governi nazionali e al trasferimento di poteri dagli Stati all'Europa (e dagli Stati alle regioni).

Per cogliere ora più in profondità le conseguenze della situazione contraddittoria creata dall'integrazione economica europea, è necessario allargare il discorso dal problema dell'inefficienza europea, al problema più generale della degenerazione della vita democratica in Italia e negli altri paesi europei, pure



connessa, a nostro avviso, fondamentalmente al modo in cui si è finora svolta l'integrazione economica europea.

Gli Stati del continente europeo si sono trovati, dopo la seconda guerra mondiale, nella necessità di dipendere dagli Stati Uniti per la loro difesa (il che continua ad essere valido, in ultima analisi, anche per la Francia, malgrado la sua uscita dalla N.A.T.O.) e di collaborare strettamente tra di loro nell'ordine economico — col Mercato Comune — per creare e mantenere le condizioni di uno sviluppo economico moderno. Si è creata quindi una situazione in cui le decisioni più importanti per la sicurezza e per il benessere dei cittadini europei — quelle concernenti la difesa e le linee essenziali della politica economica — vengono prese rispettivamente a Washington e a Bruxelles da organi — il governo americano e il Consiglio dei Ministri del Mercato comune — che gli Europei non eleggono, sui quali essi non hanno alcun potere di controllo e che rimangono sostanzialmente al di fuori della lotta politica nazionale. La lotta politica nazionale ruota quindi attorno alle decisioni che i governi nazionali sono ancora in grado di prendere, cioè a decisioni secondarie che si iscrivono nelle grandi opzioni fatte a Washington e a Bruxelles. In questa prospettiva è facile comprendere la ragione della rottura del circuito di fiducia tra i cittadini e lo Stato. In prima approssimazione il problema è costituzionale: si tratta di ristabilire questo circuito di fiducia, affidando davvero al popolo la scelta del governo. Ma per questo è necessario che il popolo sia davvero un popolo, ossia una comunità di destino, e che il governo sia veramente un governo, ossia un organo capace di esprimere una volontà politica autonoma e forte a sufficienza per controllare il destino di un popolo. In ogni altro caso il rapporto diretto tra cittadini e classe politica diventa inutile e si spezza. La fiducia esiste là dove esso è il quadro in cui vengono prese le decisioni fondamentali per la sicurezza e per il benessere dei cittadini: in una parola, dove esso è indipendente sia nell'ordine politico sia nell'ordine economico. Dove invece questa indipendenza non esiste, dove lo Stato è soltanto un soggetto passivo nell'equilibrio internazionale, e dove quindi le decisioni fondamentali per la sicurezza e per il benessere dei cittadini vengono prese fuori dal suo quadro, è inevitabile che il potere perda ogni giustificazione agli occhi dei cittadini e che le istituzioni vengano disprezzate. La crisi dello Stato quindi non può essere rivolta nell'ambito dello Stato nazionale, ma soltanto attraverso il superamento dello Stato nazionale e la creazione di uno Stato di dimensioni continentali, in grado di prendere le decisioni necessarie ad as-

sicurare la difesa e lo sviluppo economico. Tale Stato non può essere che la Federazione europea. Dunque chi non sceglie la federazione e perciò lascia sussistere i vecchi Stati, lascia sussistere anche la causa della crisi delle istituzioni politiche. Chi sceglie invece la federazione non solo rimuove la causa della crisi, ma sceglie anche un tipo di Stato nel quale si può istituire un governo presidenziale, ossia tale da garantire nel modo più adeguato la scelta del governo da parte del popolo, senza cadere nel rischio del bonapartismo. Ciò si deve al fatto che nella federazione, oltre alla tradizionale divisione del potere tra esecutivo, legislativo, e giudiziario, c'è anche quella tra il governo della federazione e quelli degli Stati membri, governi che costituiscono un efficace argine al potere presidenziale.

Ma occorre esaminare ancora un altro fenomeno, le cui proporzioni stanno diventando importanti: la contestazione globale neo-marxista. La rivolta dei giovani, nella misura in cui mostra che tra i problemi che diventano sempre più difficili c'è ormai quello stesso del consenso a ogni forma di potere costituito, mostra anche come la crisi sia profonda e avanzata. Il fatto che questa rivolta abbia un aspetto utopico non deve trarre in inganno circa la sua forza. L'utopia dei giovani è la reazione naturale e benefica alla sclerosi delle ideologie politiche tradizionali e alla strumentalizzazione delle scienze sociali. E' l'espressione immatura, ancora confusa con idee vecchie e con atteggiamenti deteriori, del bisogno insopprimibile di rendere di nuovo pensabili i grandi obiettivi rivoluzionari della storia umana. L'espressione di un bisogno che, in quanto tale, trascende le soluzioni oggi storicamente possibili. Ma l'influenza della rivolta dei giovani sulla situazione di potere, la progressione lenta ma graduale dello spirito di rivolta anche al di là del mondo studentesco non dipendono soltanto dalla tensione utopica, ma soprattutto dalla mancanza di un potere politico europeo e di forme di partecipazione politica a livello europeo. La conseguenza di questo fatto è la crisi dello Stato in Europa occidentale, che rende tutti i poteri costituiti sempre più deboli e incapaci di adempiere ai loro compiti, perfino quelli più modesti. Sotto questo aspetto la rivolta dei giovani non è che lo sbocco di sinistra, ancora anarcoide per la mancanza di realistici obiettivi di potere, di un fenomeno generale, che si manifesta sulla destra e sul centro come apatia, scettismo, decadenza dei valori civici e che potrebbe ricondurci, con il richiamo all'ordine a qualunque costo, nei confronti della violenza che riappare nella vita sociale, a nuove forme di fascismo.

Siamo già entrati nella zona del pericolo. Non determinare quale sia l'obiettivo situato al di là del rischio della catastrofe, non fare subito quanto si può già fare in questa direzione, significherebbe aver già ceduto. La ragione indica con chiarezza l'obiettivo. Si tratta di appoggiare il potere politico su una base più forte, più aperta, più evolutiva di quella nazionale.



Da quanto è stato detto finora ci sembra risultare assai chiaro che la creazione di una struttura democratica a livello europeo costituisce la premessa imprescindibile per realizzare una efficace politica di programmazione democratica e quindi, più in generale, per eliminare le ragioni profonde della degenerazione della democrazia in Italia e negli altri paesi europei. E' ora necessario chiarire in termini concreti come l'unità politica europea favorirebbe non solo indirettamente (attraverso cioè la creazione delle condizioni oggettive di una politica di progresso economico-sociale e democratico), ma anche in modo diretto il superamento della divisione e della conseguente debolezza della sinistra in Italia ed in Europa.

A nostro parere l'unità europea creerebbe una situazione di potere che renderebbe possibile la formazione di una forte sinistra socialista e democratica e, di conseguenza, l'affermarsi di un vitale sistema bipartitico.

Con l'unità europea i partiti sarebbero infatti costretti ad affrontare elezioni europee e a presentarsi su scala europea. Si possono prevedere facilmente le conseguenze di un simile sommovimento se si tiene presente che le energie politiche che non hanno legami europei efficaci saranno battute e tenderanno a sparire. Esse sono: la destra nazionalista, l'integralismo cattolico, il comunismo e il massimalismo socialista.

In particolare, per battere il centrismo che governa l'Italia bisogna unire la sinistra su una posizione capace, in caso di vittoria elettorale, di conquistare la maggioranza, di mantenerla e di governare da sola, senza forti opposizioni di sinistra esterne al governo e senza remore conservatrici nel suo seno. Ed è chiaro che, per ottenere la maggioranza, bisogna conquistare una parte del centro e gran parte dei comunisti. Per unire la sinistra da un lato bisogna dunque battere le posizioni staliniste e opportunistiche che guidano ancora il partito comunista e, nello stesso tempo, provocare la conversione al socialismo democratico della base e dei quadri intermedi; dall'altro lato bisogna sottrarre i repubblicani e la sinistra democristiana all'egemonia delle forze conservatrici. In caso contrario, i socialisti continueranno a subire l'egemonia dell'opposizione comunista e i repubblicani e le correnti di sinistra della D.C. quelle delle

correnti conservatrici e immobilistiche di governo; e i socialisti malgrado l'unificazione, non avranno la forza di modificare l'immobilismo di un governo che unisce in sè forze del progresso e forze della conservazione. Di fatto, questo è il destino dell'unità socialista se rimarrà prigioniera del quadro politico italiano. In questo quadro il partito comunista impedisce alla sinistra socialista e democratica di diventare un partito a vocazione maggioritaria e costringe pertanto gli elementi più responsabili della destra e della sinistra a formare governi di coalizione che impediscono il gioco democratico dell'alternativa tra maggioranza e opposizione.

Ma questo destino può essere evitato, perché il quadro italiano è superabile. Le economie e le società nazionali non esistono più come entità a sè stanti, ma come parte di una società e di un'economia europea. Ciò equivale a dire che si sta formando in modo sempre più consistente, soprattutto dopo lo abbattimento delle barriere doganali, la base economico-sociale del potere politico europeo. Solo in questo quadro sarà possibile controllare con una programmazione europea la vita economica e sociale invece di farsi rimorchiare dal capitalismo internazionale.

Orbene, in questo quadro, ossia nel primo nucleo federale, il partito comunista, più debole in Francia che in Italia, non avrebbe solide prospettive elettorali. Esso dovrebbe subire la egemonia del socialismo e quindi, stante la sua crisi ideologica, finirebbe con l'essere rapidamente riassorbito dalla democrazia, specie con un sistema democratico di scelta del governo di tipo inglese o americano, che accentuerebbe la sua debolezza politica. Quanto alla D.C., sembra chiaro che la formula che la sorregge, l'unità politica dei cattolici, non ha un respiro europeo. Infatti la convivenza di forze liberali e socialiste nello stesso partito sembra essere determinata dalla particolarità della situazione nazionale (e costituisce una variante del centrismo caratteristico dei regimi del continente europeo). D'altra parte, per non considerare che i due massimi partiti democristiani dell'Europa occidentale, non si riesce a immaginare su quale base sarebbe possibile un'alleanza tra la D.C., formata da cattolici, e la C.D.U., composta in gran parte di protestanti. Pertanto per i democratici cristiani che non sceglieranno il socialismo non rimarrà altra formula politica efficace che quella del partito conservatore moderno di tipo inglese.

In conclusione nel quadro della democrazia europea sarebbero creati i presupposti dell'unificazione della sinistra su basi socialiste e democratiche e quindi della creazione di un vitale sistema bipartitico.



Da tali considerazioni dovrebbero risultare chiaro che l'unica strada, attraverso la quale si può ridare un effettivo slancio alla politica di centro-sinistra, intesa come lo strumento indispensabile all'attuazione della programmazione democratica e della politica di riunificazione della sinistra, è quella di una risoluta e coerente azione di unificazione politica europea. Di ciò devono tenere conto i socialisti nella determinazione della loro strategia e quindi anche nel decidere se, ed a quali condizioni partecipare ad un nuovo governo di centro-sinistra. Ma prima di esaminare le implicazioni relative alla strategia socialista che derivano dalla nostra analisi, è necessario soffermarsi sull'importanza e sul significato dell'unità politica europea nel contesto internazionale.

### 4. *La fine dell'equilibrio bipolare.*

Per quanto riguarda il settore della politica estera, che assume oggi in Europa una particolare drammaticità dopo i recenti avvenimenti di Grecia e di Cecoslovacchia, i problemi che si pongono non possono essere compresi se non si collocano nel quadro dell'evoluzione della bilancia mondiale del potere dalla fine della guerra ad oggi.

Quando fu stipulato il Patto Atlantico, gli Stati Uniti e l'Unione Sovietica erano le sole potenze che disponevano di un vero e proprio potere di decisione a livello internazionale, mentre gli Stati dell'Europa occidentale erano, sia pure in diversa misura, estremamente deboli. Tuttavia per le loro possibilità di sviluppo economico e civile, questi Stati se presi come un insieme — data da allora il processo di unificazione europea — costituivano il fronte decisivo per le sorti della politica mondiale. Senza sviluppare questo potenziale gli Stati Uniti non avrebbero potuto bilanciare la forza del blocco sovietico in gestazione. D'altra parte gli Stati dell'Europa occidentale non avrebbero potuto, da soli, provvedere alla loro sicurezza, e nemmeno salvaguardare il loro regime interno ed avviare efficacemente la ricostruzione economica. Il Patto Atlantico, e gli accordi politicamente collegati per la collaborazione economica, costituirono pertanto i mezzi indispensabili per garantire l'equilibrio tra gli Stati Uniti e l'Unione Sovietica, e la sicurezza, nonché la ripresa, degli Stati dell'Europa Occidentale.

Bisogna avere il coraggio mentale e morale di ammettere

che ciò corrisponde, da parte delle vecchie nazioni europee, alla rinunzia ad una politica estera e ad una politica economica autonome. Ma bisogna anche ricordare che l'interesse americano al rafforzamento dell'Europa Occidentale attribuì un carattere dinamico all'alleanza, e consentì un ampio margine per lo sviluppo economico nel quadro europeo e per gli effetti connessi. E bisogna soprattutto ricordare che questa situazione venne giudicata, da coloro stessi che l'accettarono nei termini del Patto Atlantico, come transitoria, e non solo a parole.

Mentre col Patto sancivano provvisoriamente la subordinazione dei loro Stati all'America del Nord, gli atlantisti, fondando il Consiglio d'Europa, fecero il primo passo sulla via dell'eliminazione di questa dipendenza mediante la creazione di una entità di peso storicamente equivalente a quello degli Stati Uniti: la federazione dell'Europa occidentale. Senza il riferimento all'Europa, ossia alla futura emancipazione, il Patto Atlantico non avrebbe creato nessuna forza morale, nessuna volontà politica, e non avrebbe pertanto raggiunto i suoi fini.

Grazie all'evoluzione storica generale, e in particolare al carattere dinamico del Patto Atlantico e dello stesso blocco sovietico, che, sia pure in modo feroce, ruppe l'equilibrio sociale che impediva lo sviluppo degli Stati dell'Europa orientale, la situazione che stava alla base del Patto Atlantico è profondamente mutata.

I paesi del terzo mondo hanno ritrovato una vita storica attiva. La Cina è sulla via di diventare una grande potenza. Gli Stati europei hanno ricuperato una certa libertà di manovra, sia ad oriente che a occidente. E nella parte occidentale con il processo di integrazione, essi hanno ormai costituito una potenza economica che esercita già una influenza decisiva sul mercato mondiale, anche se, non avendo ancora tradotto in termini politici l'unificazione economica, l'Europa occidentale non può ancora esercitare una influenza analoga nell'ordine politico internazionale (un barlume di questa influenza appare, ma nei termini rovesciati e velleitari dello sfruttamento da parte del nazionalismo francese della forza creata dall'unità economica europea, nella politica di de Gaulle).

Queste modificazioni hanno respinto gli Stati Uniti e l'Unione Sovietica su una posizione conservatrice dello status quo internazionale, che si manifesta chiaramente nella progressiva eliminazione del loro antagonismo, e che ha fatto perdere ai due blocchi, diretti ciascuno dalla rispettiva potenza-guida, il loro carattere dinamico.

La distensione è diventata per ognuna delle due declinanti potenze-guida, lo strumento per assicurarsi la benevola neutralità dell'altra ogni qualvolta, all'interno di una delle due sfere di influenza, la potenza-guida si trova nella necessità di soffocare, con la violenza più o meno aperta, le aspirazioni all'indipendenza che vi si manifestano. I fatti di Grecia e di Cecoslovacchia ne hanno dato agli europei una testimonianza drammatica. Ma l'atteggiamento repressivo e il tacito accordo tra Stati Uniti e Unione Sovietica non possono impedire che il vecchio equilibrio si sgretoli e che un nuovo equilibrio mondiale, di carattere non più bipolare ma multipolare si profili anche se non è facile vederne nettamente i contorni sin da ora, e agire speditamente per realizzarlo, perché la fase attuale è ancora quella, forzatamente confusa, della rottura del vecchio ordine.



Il punto fondamentale della nuova situazione, nella misura in cui resta inquadrata nei vecchi schemi, è proprio il suo carattere statico, e, per quanto riguarda l'Europa Occidentale, il cuo correlato, ossia il fatto che lo sviluppo economico dell'Europa non è più un interesse americano. Ciò significa non solo che la politica atlantica, nella sua forma tradizionale, è ormai sbagliata, ma anche che essa non potrà più comunque reggere ancora per molto tempo. Presto o tardi e bene o male, a seconda della capacità di adattare più o meno rapidamente, e più più o meno efficacemente, la volontà politica alla nuova situazione, essa sarà sostituita da qualche cosa di nuovo. L'essenziale è dunque capire presto, e agire presto, per sfruttare gli elementi positivi, e per superare quelli negativi, che si stanno formando.

In questa situazione è diventato sempre più evidente che la sola possibilità per l'Europa di sottrarsi al controllo repressivo e immobilista dell'imperialismo russo e americano e di instaurare un nuovo equilibrio mondiale, pacifico, dinamico e progressivo, è quella della creazione di un potere politico europeo e della conseguente ristrutturazione del Patto Atlantico come vera e propria partnership tra uguali.

Un'Europa unita e indipendente avrebbe impedito il verificarsi dei gravi recenti avvenimenti che hanno contrassegnato la recente ingloriosa fase della storia europea e mondiale.

Con un forte nucleo federale in Europa non vi sarebbe fascismo in Grecia. La via evolutiva per la Grecia sarebbe stata la via dell'avvicinamento all'Europa e avrebbe condotto alla sua adesione alla Federazione Europea. La cricca fascista che ha preso il potere giovandosi dell'appoggio americano non avrebbe potuto giocare sulla paura del disordine e di un'evoluzione della politica estera greca in senso neutralistico per effettuare il colpo

di Stato con il quale è stata instaurata la dittatura; e la potenza più vicina, l'Europa Democratica, avrebbe avuto tutto l'interesse a sostenere la tendenza progressiva, che sarebbe stata per ciò stesso europea, anziché quella reazionaria, militarista e nazionalista.

Con un grosso nucleo federale in Europa non vi sarebbe stata invasione della Cecoslovacchia. I dirigenti e il popolo cecoslovacco non vi sarebbero trovati di fronte alla falsa alternativa tra la completa sudditanza alla potenza russa e un'indipendenza nazionale inconcepibile nel quadro dell'equilibrio mondiale attuale, ma avrebbero visto nell'adesione alla Federazione Europea, perfettamente compatibile con il mantenimento della proprietà sociale degli strumenti materiali della produzione, lo sblocco logico dell'evoluzione interna del paese. Né l'Europa Democratica, i cui interessi vitali e la cui opinione pubblica sarebbero stati profondamente toccati dalla crisi, avrebbe potuto dichiararsi benevolmente neutrale come hanno fatto nella circostanza gli Stati Uniti ma avrebbe preso attivamente partito in favore del popolo cecoslovacco.

Gli stessi Stati Uniti infine, di fronte a un aperto conflitto di interessi tra Europa e Russia, non avrebbero potuto fare a meno di esercitare, sotto la spinta della loro opinione pubblica, la loro influenza nel senso favorevole alla libertà della Cecoslovacchia.

Ciò mostra chiaramente che il nuovo equilibrio che si instaurerebbe con la creazione della Federazione Europea, spezzando l'intesa repressiva tra Russia e Stati Uniti, libererebbe una immensa quantità di energie di progresso e di libertà. E ciò avverrebbe non solo in Europa, non solo nel terzo mondo, condannato dal presente equilibrio ad un crescente sottosviluppo, ma nella stessa Russia nella quale la logica dell'imperialismo impedisce l'espressione delle tendenze liberali e democratiche che sono in via di formazione nella sua società, e negli stessi Stati Uniti, le qui tradizionali libertà s stanno rivelando sempre più incompatibili con il ruolo di gendarme mondiale che essi hanno assunto.

## 5. *Una strategia socialista europea.*

Se gli amici socialisti ritengono valide le considerazioni che precedono, essi debbono elaborare la propria strategia globale, tenendo presente che, per cambiare realmente le cose in Italia, occorre uscire dal quadro dello Stato italiano e passare attra-



verso l'unificazione federale dell'Europa. In modo particolare essi devono giudicare la validità di una politica di centro-sinistra in base alla capacità che tale politica è in grado di esprimere in termini di rilancio della politica di unità europea.

Si rendono necessari a questo proposito alcuni chiarimenti.

Per i motivi in precedenza considerati noi riteniamo che la politica di centro-sinistra non sia strutturalmente in grado di risolvere i fondamentali problemi economico-sociali e politici del nostro paese. Siamo d'altra parte convinti che tale politica costituisca oggi l'alternativa più progressiva esistente. Attraverso la collaborazione fra socialisti e democristiani è in effetti possibile realizzare una serie di importanti riforme in grado di aprire la strada alla soluzione dei problemi di fondo, e di impedire in tal modo una totale degenerazione della vita politica italiana. Non si può ignorare che, se entro breve tempo non venisse ripresa con il centro-sinistra, una politica di faticoso, ma reale progresso, e dovesse pertanto perdurare l'inevitabile immobilismo del governo Leone, con molta probabilità si giungerebbe in Italia ad una situazione analoga a quella verificatasi in Francia, ed una involuzione in senso autoritario sarebbe praticamente inevitabile.

Questa è la ragione più immediata per cui, a nostro avviso, gli amici socialisti devono por termine alla politica del disimpegno e riprendere quanto prima una risoluta politica di centro-sinistra. La ragione più a lunga scadenza di una ripresa di tale politica consiste invece nel fatto che, nell'attuale situazione di equilibrio delle forze, il centro-sinistra è l'unica strada per procedere verso l'unità politica europea.

E' infatti evidente che i comunisti non sono ancora disponibili per una politica di unità europea per gli stessi motivi per cui non sono ancora disponibili per una politica di programmazione democratica. D'altra parte il loro ancora ambiguo atteggiamento verso la democrazia si traduce nel persistere tuttora di un grado notevole di subordinazione agli interessi ed alle direttive della ragion di stato dell'Unione Sovietica. Pertanto l'alleanza con i comunisti comporterebbe oggi fatalmente il progressivo disimpegno nei confronti della politica di unità europea e l'arresto del processo in corso verso il completamento dell'unione economica del nostro continente. Mentre per contro è evidente che i comunisti sarebbero costretti ad accettare il quadro europeo, se si rendesse evidente l'irreversibilità del processo di unificazione europea. In questa situazione, anzi, si renderebbe possibile, per i motivi precedentemente ricordati, il rias-

sorbimento del partito comunista nelle forze della sinstra socialista e democratica.

Se i comunisti non sono ancora disponibili per una politica di unità europea, è evidente al contrario che i democristiani non potrebbero opporsi a tale politica, se i socialisti fossero disposti a premere in tal senso nel modo più vigoroso, assumendosi il compito dell'iniziativa. Basta tenere presente in effetti che le forze economico-sociali ed il mondo della cultura cattolica che si esprimono nel partito democristiano sono, nella maggioranza, favorevoli all'unità politica dell'Europa. E d'altra parte la tradizione europeista di De Gasperi ha ancora un forte peso nelle file di tale partito. Per queste ragioni dunque il centro-sinistra si presenta nelle attuali condizioni come l'unica formula di governo in grado di permettere un rilancio della politica di unità europea.

A questo punto si tratta di individuare con chiarezza le linee direttrici di una efficace politica di rilancio europeo.

Il procedere del processo di integrazione economica realizzato attraverso il M.E.C. ha messo in luce che l'integrazione economica non è in grado di condurre automaticamente l'Europa all'unità politica. La stessa unità economica, senza quella politica, non può giungere a compimento perché allo stadio attuale del suo sviluppo si pongono dei problemi di politica economica praticamente insolubili senza un potere europeo (moneta, programmazione europea, ecc.).

La realtà è che la costruzione dell'Europa esige la volontà di compiere un salto qualitativo. Il salto qualitativo da fare è quello della creazione democratica di un potere federale ossia la convocazione di una assemblea costituente. Infatti non si può vincere la battaglia per l'Europa e dare all'Europa una funzione progressiva, senza mobilitare la volontà democratica degli Europei, e questa mobilitazione si può fare solo con un'assemblea costituente. Dopo la fine della seconda guerra mondiale i federalisti, che fin d'allora hanno compreso che il problema centrale della vita politica è quello dell'unità europea, hanno sempre sostenuto che si doveva cominciare dalla costruzione di un potere federale europeo con un assembla costituente. I partiti ed i governi che hanno invece capito tardi e male l'importanza decisiva del problema europeo, hanno cercato prima la via dell'Europa a pezzetti — i pools specializzati — poi quella dell'Europa economica senza controllo democratico. E l'Europa, priva della forza democratica costituita dal voto del popolo, è paralizzata.

Oggi più che mai si rende evidente che la politica di rilancio europeo per essere efficace deve tenere presente l'obiettivo della costituente europea. Questo obiettivo deve essere preparato, anche se non può essere sostituito, da una politica evolutiva, la quale tenga conto dell'attuale situazione europea. La situazione politica europea è caratterizzata dall'opposizione del gen. de Gaulle a qualsiasi progresso supernazionale dell'integrazione europea. Questo fatto che perdura da tempo è enormemente nocivo anche perché, nella misura in cui la coscienza di non potere andare avanti si diffonde e si consolida, tende a spegnersi nei partiti politici l'impegno europeo. In politica il fatto di non potere avanzare verso l'obiettivo impedisce, evidentemente, la formazione della volontà politica.



Questa situazione trova riscontro nella sostanziale inerzia delle forze democratiche e dei governi degli altri paesi della C.E.E., nella loro incapacità a mobilitare contro il nazionalismo l'opinione pubblica europea, che nella sua stragrande maggioranza è favorevole all'unità europea.

Le forze democratiche da molti anni conducono una politica europea che ha come obiettivo principale quello dell'allargamento della C.E.E. alla Gran Bretagna ed ai paesi dell'E.F.T.A. Tale obiettivo è pienamente valido. Se si prende in considerazione il processo dell'unità europea non solo per quanto ha dato sinora, ma per quanto deve dare in termini storici, non c'è dubbio sul fatto che ci si deve pronunziare per una Europa che comprenda la Gran Bretagna. E non c'è dubbio nemmeno sul fatto che si deve andare in là. Non basta volere la Gran Bretagna con l'Irlanda, la Danimarca e la Norvegia. Bisogna prendere posizione per un indirizzo del processo di unificazione che non chiuda le porte ai popoli dell'Europa orientale, e che sappia sviluppare nel suo seno un rinnovamento della democrazia tale da far cadere le dittature europee, e da permettere l'associazione all'Europa dei popoli della Grecia, della Spagna e del Portogallo. Solo a questo punto il disegno europeo manifesta veramente il suo significato storico, e non si confonde col progetto meschino, e privo di avvenire, di un club economico dei paesi ricchi dell'Europa occidentale.

D'altra parte occorre prendere atto con realismo che, sia a causa della grave crisi economica che travaglia la Gran Bretagna, che a causa dell'irrevocabile opposizione del gen. de Gaulle, l'obiettivo dell'allargamento della C.E.E. all'Inghilterra si presenta per ora velleitario. Il problema da risolvere è pertanto quello di far procedere di qualche passo il cammino dell'Europa verso la sua unità, nonostante l'opposizione del gen. de Gaulle.

I socialisti dovranno allora battersi per una maggiore democratizzazione delle Comunità Europee, per accrescere l'influenza

dei sindacati a Straburgo, per ottenere un contratto europeo per i lavoratori dell'industria nonché per la ristrutturazione della sinistra con l'unificazione dei partiti socialisti europei attraverso la convocazione di una costituente socialista, nella convinzione che la lotta per la democrazia la si perde o la si vince, oggi, in Europa.

Poiché non si può pensare ad una elezione europea dei membri del Parlamento Europeo, il Partito Socialista si dovrà impegnare per il rinnovo della delegazione italiana al Parlamento Europeo attraverso elezioni dirette. E' chiaro che nessuno, nemmeno de Gaulle, può impedire che i delegati italiani (o quelli tedeschi, ecc.) al Parlamento Europeo vengano eletti, anziché col sistema dell'elezione di secondo grado, direttamente dai cittadini italiani. Ed è altrettanto chiaro che l'elezione diretta dei delegati italiani al Parlamento Europeo costituirebbe la prima fase di una autentica iniziativa europea.

Ci si rende conto di ciò non appena se ne considerino le possibili conseguenze in campo europeo.

Per la prima volta una elezione politica popolare sarebbe imperniata non sui temi della politica nazionale, ma sui temi della politica europea e del potere europeo. Un simbolo, quasi morto, quello del cammino dell'Europa verso la federazione, riprenderebbe vigore. L'Europa ed il mondo prenderebbero atto che, in un paese della C.E.E. il popolo si sarebbe pronunciato per l'Europa democratica. Il fatto avrebbe immediate conseguenze sui partiti politici degli altri paesi della Comunità, sull'opinione pubbica inglese, su quella mondiale.

L'opposizione democratica francese sarebbe tratta a capire che si può battere il generale con un'alternativa europea. L'elezione diretta dei delegati italiani al Parlamento Europeo rappresenterebbe un serio concreto contributo alla lotta dell'opposizione in Francia in quanto è del tutto evidente che, nella misura in cui emerge la possibilità della fondazione della Federazione Europea, crescono le possibilità di sviluppo e di successo dell'opposizione al gollismo.

D'altra parte si può ragionevolmente prevedere che l'elezione diretta dei delegati italiani al Parlamento Europeo scatenerebbe un processo negli altri paesi della C.E.E., diretto a realizzare elezioni europee dello stesso tipo, per il rinnovo delle rispettive delegazioni. L'iniziativa italiana — e qui ci riferiamo ad una esplicita dicharazione dell'on. Mommer (S.P.D.), vice-presidente del Bundestag — aprirebbe la strada ad una elezione europea dello stesso tipo in Germania.

A questo punto risulta chiaro che l'elezione unilaterale in Italia cambierebbe radicalmente la situazione dell'integrazione europea.



Se si vogliono individuare le linee di sviluppo a lungo termine, le prospettive finali dell'elezione diretta dei delegati nazionali al Parlamento Europeo non pare azzardato sostenere che più elezioni europee unilaterali aprirebbero la strada all'elezione europea del Parlamento Europeo (progetto Dehousse), la quale, a sua volta, aprirebbe la strada alla formazione del potere politico federale europeo.

Proprio tenendo presente l'obiettivo dell'assemblea costituente europea i federalisti europei propongono di isolare de Gaulle con elezioni dirette dei delegati al Parlamento Europeo, negli altri paesi, per creare un moto irresistibile verso l'elezione europa di questo parlamento e, una volta schierati i partiti a livello europeo e ottenuto il consenso popolare a questo livello, passare alla fase costituente, che diverrebbe sbocco logico della situazione.

# TABLE DES MATIERES DE LA IX[e] ANNEE (1967)

## Essais


BERNARD LESFARGUES, *Les Rencontres socialistes et la décolonisation de la France* . . . . . p. 1
FRANCESCO ROSSOLILLO, *Les races n'existent pas* . . . » 8
FRANCESCO ROSSOLILLO, *Bipartisme et multipartisme en Europe* . . . . . » 69
ROBERT LAFONT, *Sur l'aliénation occitane* . . . . . » 107
ALESSANDRO CAVALLI, *Considérations sur l'Allemagne prénazie* . . . . . » 151


## Les faits et les idées


*En souvenir d'Ernesto Rossi* (a. c. b.) . . . . . » 23
*La renaissance du nationalisme et la lutte du M.F.E.* (m. a.) . . . . . » 26
*La nouvelle frontière* (m. a.) . . . . . » 28
*Liberté de la Grèce, liberté de l'Europe* (m. a.) . . . » 31
*Absence de l'Europe* (m. a.) . . . . . » 139
*Un plan d'action à moyen terme* (m. a.) . . . . . » 141
*La voie magistrale de l'Europe* (m. a.) . . . . . » 147
*La révision de la politique atlantique* (m. a.) . . . . » 168


## Les discussions


*A propos du language politique allemand* . . . . . » 34


## Les livres


R. RAASCH, *Zeitgeschichte und Nationalbewußtsein* (a. c.) » 48
*Notes bibliographiques* . . . . . » 58
J.-J. SERVAN-SCHREIBER, *Le défi américain* (d. c.) . . . » 176





M. RICHARD, *Après la Révolution de Mai* (b. l.) . . . » 183
T.B. BOTTOMORE, *Critics of Society. Radical Thought in North America* (f. r.) . . . . . » 185


## Les documents


*La sinistra italiana e l'unificazione europea* . . . . . » 191
*Bilan de la revue pour l'année 1966* . . . . . » 67

# LISEZ
# LEGISSETZ


## VIURE

REVISTA OCCITANA TRIMESTRALA

Director : Ròbert Lafont

Abonnement pour un an: France 15 F., autres pays 17 F.
C.C.P. Bringuier 1566-54, Montpellier.

Direttore responsabile Mario Albertini - Editrice Libera Associazione Il Federalista - Autorizzazione Tribunale di Pavia n. 117 del 18-4-1962 - Scuola Tipografica Figli della Provvidenza - Milano - Spedizione in abbonamento postale - Gruppo IV.